

RAPPORT FINAL 2007

Projet d'Appui aux Initiatives Communautaire de Base (AICB)

TITRE DE LA PRESTATION ET NUMERO D'IDENTIFICATION.

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.

Pays : République Démocratique du Congo

Secteur et sous –secteur CAD : 15140 – Gouvernement et Société Civile

Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution :

Agences d'exécution : CTB

Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB : 3

Durée de la prestation (selon AS/CS) : 36 mois

Date de démarrage de la prestation :

Selon AS/CS : 06.10.2003

Effective : 01.04.2004

Date de clôture de la prestation :

Selon AS/CS : 30-10-2007

Estimée : 30.06.2007

Modalités de gestion de la prestation : régie

Budget total de la prestation : 10.000.000€

Période couverte par le rapport : Avril 2004 à Mars 2007

Annexes	Oui	Non
1. Résumé des résultats		
2. Etat des recettes et dépenses de l'année sous revue		
3. Taux de déboursement de la prestation		
4. Personnel de la prestation		
5. Sous-traitance et appels d'offres		
6. Equipements		
7. Formations		
8. Bailleurs de fonds		

PREMIÈRE PARTIE : APPRECIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

- 1. - Très satisfaisant
- 2. - Satisfaisant
- 3. - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4. - Non satisfaisant
- X. - Sans objet

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation :

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)		
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	2	2
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement? Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :		
a) Genre	2	2
b) Environnement	2	2
c) Economie sociale	3	3
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	1	1
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	1	1

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	3	3
	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	2	2
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	2	2
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elle été appropriées ? (efficacité)	2	2
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficacité) :		
a. Ressources financières?	3	3
b. Ressources humaines ?	2	2
c. Matériel et équipements ?	2	2
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficacité)	1	1
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficacité)	1	1
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	1	1

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficacité, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



Indiquez votre appréciation globale de la prestation *en utilisant les appréciations suivantes*:

- 1** - Très satisfaisant
- 2** - Satisfaisant
- 3** - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4** - Non satisfaisant
- X** - Sans objet

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	2	2

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution

- Processus de mise en place d'un nouveau cadre institutionnel lié à la décentralisation et au processus DSCRIP, modifiant les priorités nationales de développement et rendant moins pertinent la prestation par rapport à ces priorités.
- Faiblesse d'ancrage institutionnel : les créneaux de participation sont initiés par le Projet et servent uniquement pour sont exécution
- Faiblesse du partenaire institutionnelle dans la réalisation du résultat 2 du projet réduisant ainsi la qualité de la réalisation des résultats globaux
- Décision de la SMCL de rémunérer les ASBL et ONG à concurrence de 8 à 12 % des coûts des MP entraînant des surcoûts dans les budgets des mises en œuvre.
- Insécurité prolongée dans les Zones d'intervention



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.

Objectif spécifique 1 :

Amélioration des conditions de vie des populations démunies à travers le soutien à des micro-interventions communautaires.

Résultat 1 :

Un mécanisme d'identification, de sélection et de financement de micro-réalisations visant à l'amélioration du cadre de vie des communautés démunies et au renforcement du tissu social (dynamique locale) est établi et fonctionnel.

Résultat 2 :

Des mécanismes de concertation entre la société civile, les projets et les institutions étatiques décentralisées sont initiés et/ou établis pour la coordination des micro-projets dans les zones retenues.

1. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

Il sied de rappeler que le cadre logique du Projet n'a pas prévu des indicateurs d'évaluation de la réalisation de l'objectif spécifique. C'est ainsi que l'objectif spécifique de la prestation étant « l'amélioration des conditions de vie des populations démunies à travers le soutien à des micro-interventions communautaires » nous pouvons d'abord considérer la distribution des réalisations physiques du Projet par secteur d'intervention, ensuite examiner le volume d'absorption des fonds par secteur et en rapport avec le volume de la population touchée.

Il convient de relever que les secteurs ciblés par le Projet sont ceux repris dans les objectifs du millénaire de lutte contre la pauvreté. Aussi, nous pouvons affirmer que les réalisations physiques du Projet dans ces différents secteurs, concourent non seulement à l'amélioration des conditions de vie, mais aussi à la lutte contre la pauvreté qui est l'objectif global du Projet.

1.1. Microprojets financés par secteur d'intervention et par Région

Le projet a financé au total **287** micro-projets sur un total de 300 initialement prévus, soit **95,66** % de taux de réalisation. On observe que c'est le Bureau de Kindu qui a financé le plus grand nombre de micro-projets, surtout des AGR. Par contre, à Bunia le nombre de MP est plus bas étant donné que le volet AGR n'a pas été élaboré. In faut noter toutefois, que ce bureau a débuté ces activités près d'une année après le démarrage du Projet et l'insécurité séculière régnait dans la région.

Tableau 1 : Nombre des ICB financés (avril 2004 – mars 2007)

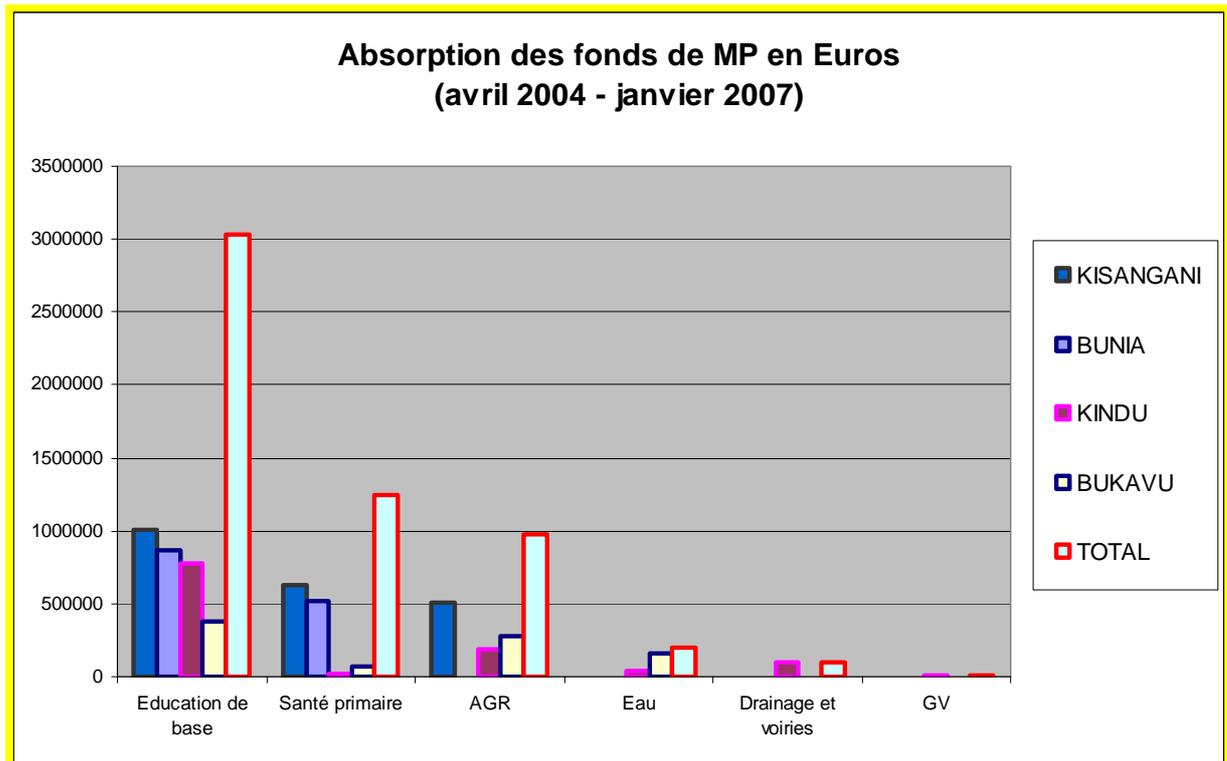
Secteur Région	Education de base	Santé primaire	Activités génératrices de revenus	Eau et assainissement	Drainage et voiries	Groupes vulnérables	Total
KISANGANI	24	15	12	6	0	0	57
BUNIA	10	6	0	0	0	0	16
KINDU	34	1	70	52	3	1	161
BUKAVU	8	6	25	13	1	0	53
TOTAL	76	28	107	71	4	1	287
%	26,5	9,8	37,3	24,7	1,4	0,3	100,0

L'analyse de la dispersion des MP financés fait apparaître que les micro-projets financés ont touché majoritairement les secteurs de l'éducation de base, des AGR, de la santé, et de l'eau et de l'assainissement, quatre secteurs clefs d'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté. En effet, les zones d'intervention du Projet ont été fortement marquées par la guerre, qui a conduit à la destruction de l'outil de production et des infrastructures sociales de base. Aussi, C'est dans ce contexte que les interventions du Projet se sont orientées majoritairement (point de vue budget) vers le secteur de l'éducation de base (29.0 %) Ceci tient à la nécessité de la valorisation des ressources humaines et le renforcement des capacités permettant à la communauté d'assurer son auto prise en charge. Ce besoin a été appuyé de manière élevée dans tous les bureaux régionaux.

De même, la place importante des AGR est liée au fait que l'accroissement de revenus par la création des unités productives est considéré comme une variable déterminante d'accès au service de base et de la satisfaction des besoins primaires par la population. Il faut noter que ce besoin a été plus fortement ressenti et satisfait à Kindu où l'activité économique a été, du fait de la guerre, très fortement réduite.

On note également la place non moins importante des secteurs de la santé, et de l'eau et de l'assainissement, comme secteurs privilégiés des intervention du Projet.

1.2. Utilisation des fonds par secteur d'intervention



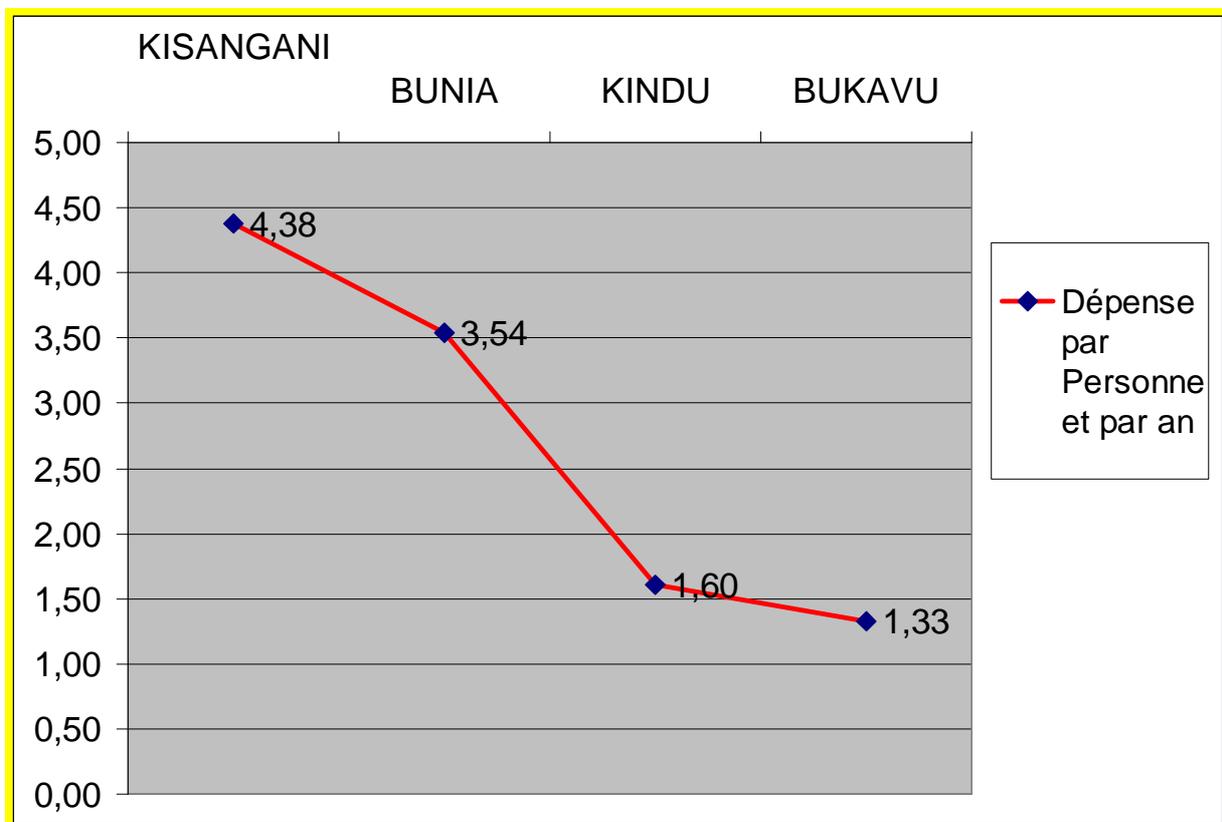
La répartition des fonds par secteur d'intervention révèle que les secteurs de l'éducation, 52 %, et celui de la santé, 21 %, occupent une place prépondérante dans l'affectation. Le niveau de délabrement des infrastructures dans ces secteurs explique sans doute ce taux élevé d'affectation des fonds dans ce volet. Les autres secteurs d'intervention ont bénéficié d'un volume de fonds relativement moindre, notamment 15 % et 10 %, respectivement pour les secteurs de l'eau et assainissement et des AGR. Il faut noter qu'en dépit du nombre élevé des MP financé dans le secteur des AGR, le volume de financement a été relativement faible. On peut dire, sans doute, que si ce peut être relancé avec un financement limité, il exige un travail énorme d'accompagnement et de suivi. Mais, le Projet ne disposait pas des ressources humaines suffisantes pour ce travail.

La faiblesse des micro-projets en faveur des groupes vulnérables montre d'une part, que les actions doivent s'inscrire dans une vision à long terme, et d'autre part, que ce public cible n'a pas eu la possibilité d'accéder au processus de participation dans la sélection des micro-projets,

conduit dans les CLSMP dont les membres ont été élus pour la durée du projet, ne rendaient pas compte à la communauté et n'ont pas été sanctionnés en cas de défaillance de leurs missions.

Le faible résultat en R2 s'exprime également au niveau de résultat 1 : des activités 'traditionnel' avec peu d'innovation, une cohérence limitée par manque de plan de développement (et la création d'une vision commune).

1.3. Densité d'investissement



En mettant en rapport les fonds dépensés par région avec la population touchée, on observe que le taux de financement par personne et par an, dans les Provinces de Kisangani et de Bunia, est largement au-dessus de la moyenne 'critique' (voir FSU et PAIDECO) qui est estimée à 3 euros (3,75 \$) et très en dessous de cette moyenne, dans les Régions de Bukavu et de Kindu.

Ces tendances indiquent que dans les Bureaux de Kisangani et Bunia, les zones d'intervention sont plus restreintes et les coûts des matériaux de construction accessibles. Par contre, la zone d'intervention de Kindu a une population dispersée et la zone d'intervention de Bukavu a une population très dense ce qui diminue le taux..

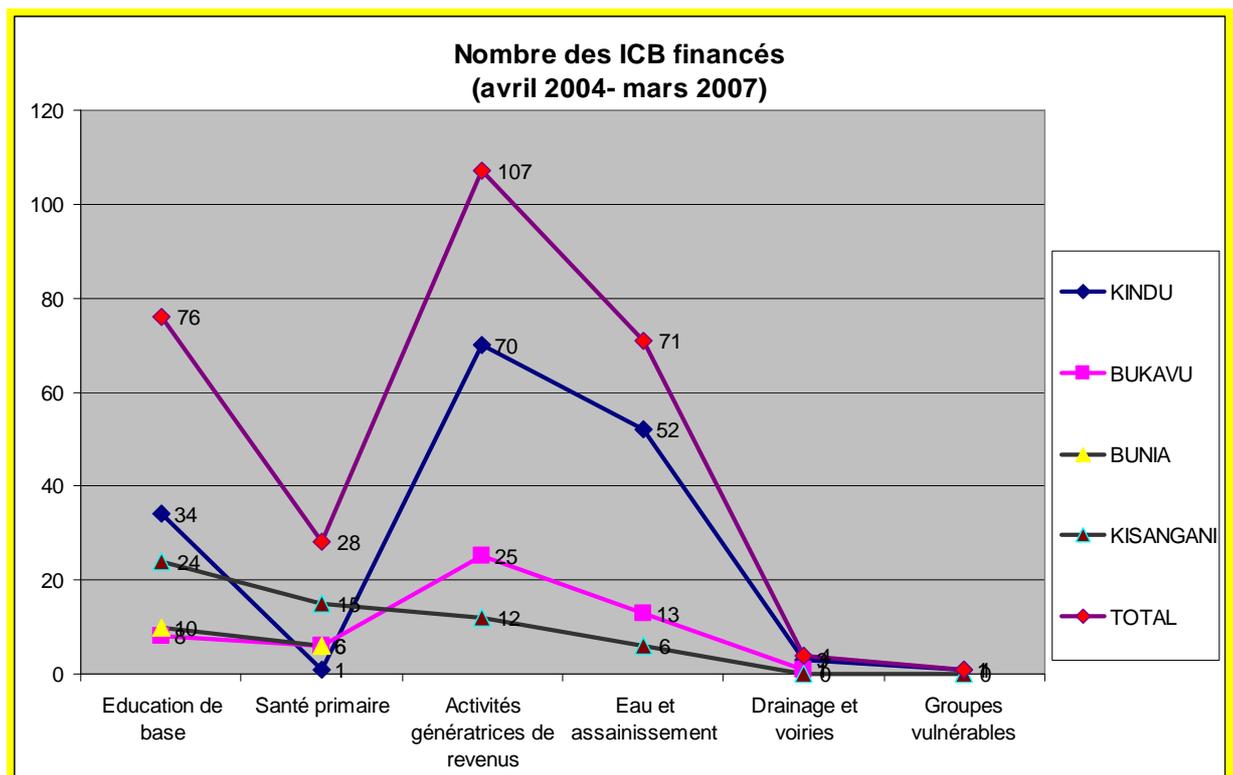
2. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

R1.1 Un mécanisme d'identification, de sélection et de financement de micro-réalisations visant à l'amélioration du cadre de vie des communautés démunies et au renforcement du tissu social (dynamique local) est établi et fonctionnel).

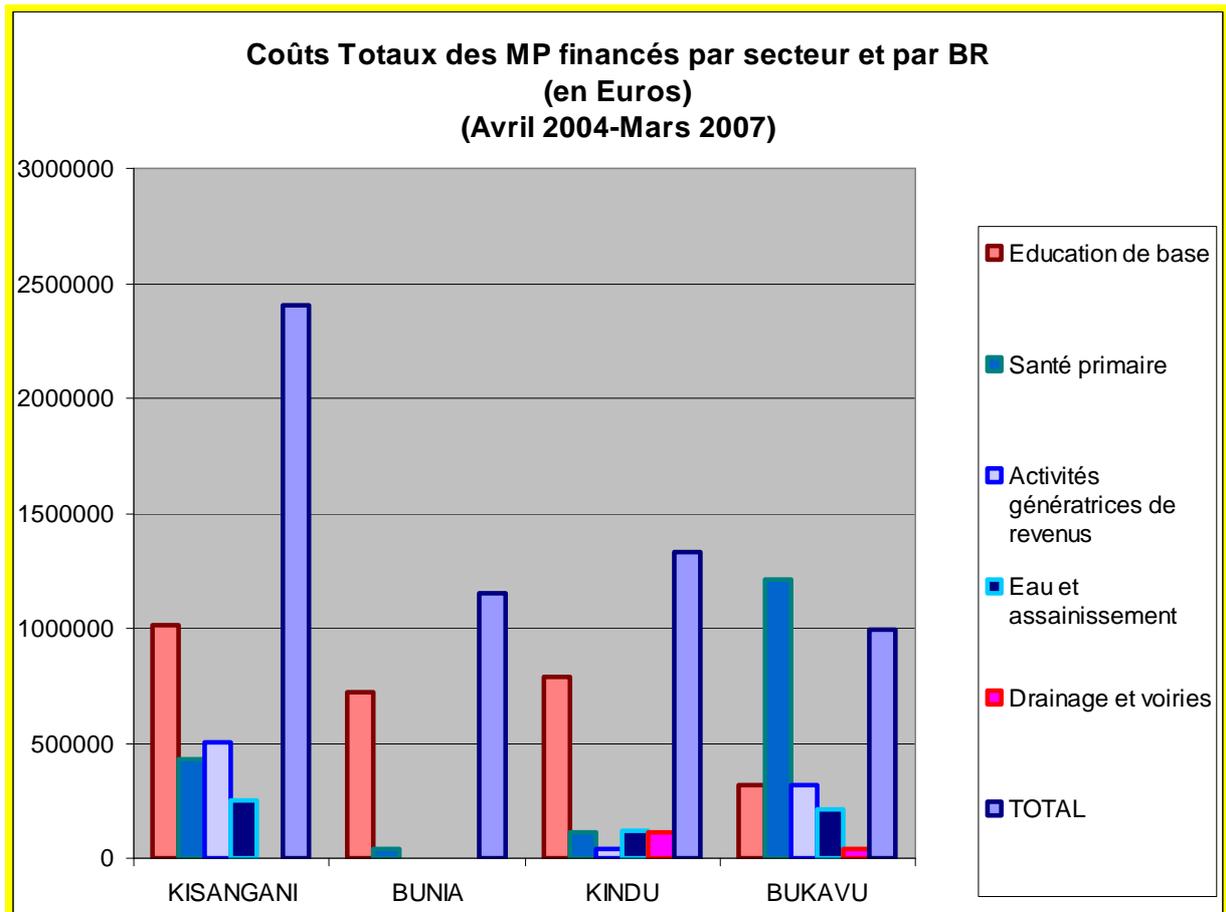
Les principaux résultats atteints dans ce cadre ont été notamment :

1.2. Au plan global

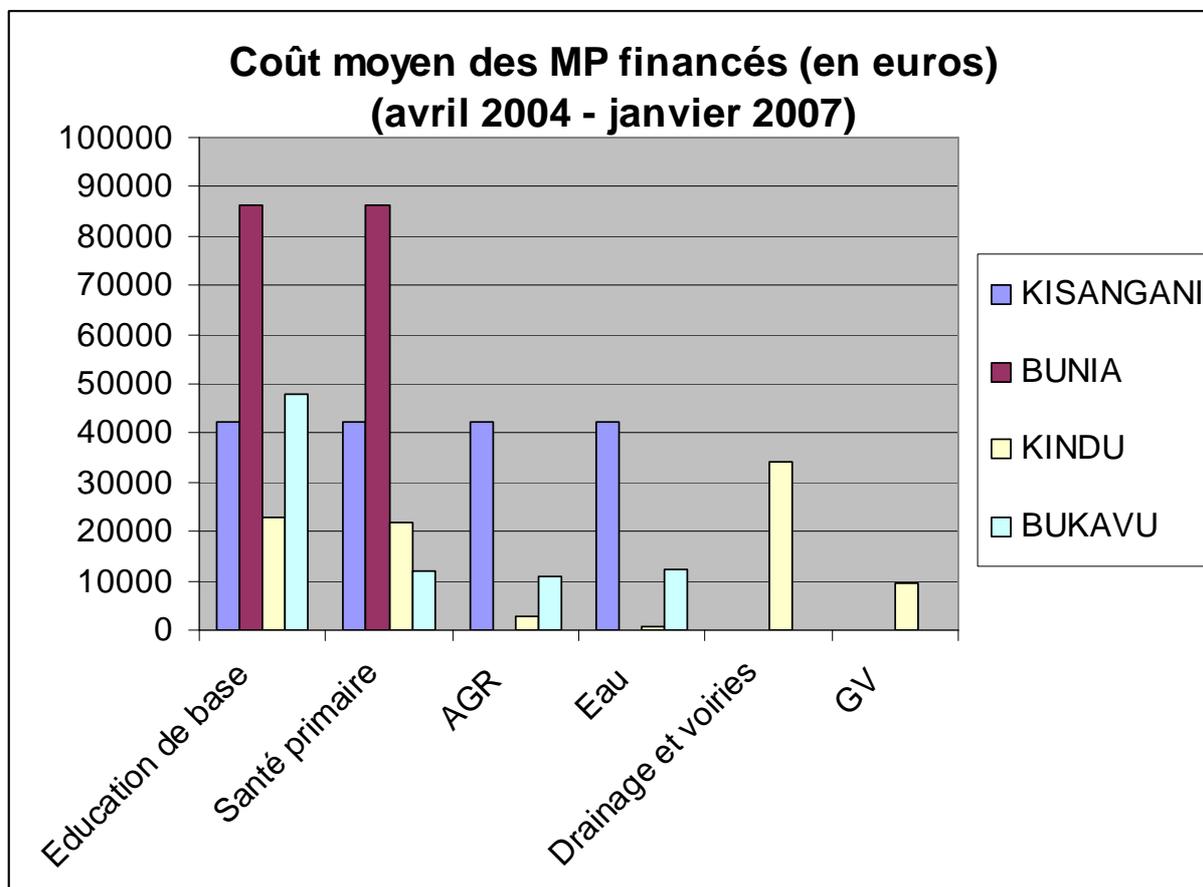
- La mise en place d'un cadre institutionnel, une approche méthodologique et des procédures administratives de mise en œuvre des MP opérationnels et cohérents pour l'exécution du projet.
- Identification, sélection, signature de convention et exécution



Le projet a financé 287 MP dont 107 AGR, 76 dans le secteur de l'Education, 71 MP dans le secteur de l'eau et assainissement, 28 dans le Secteur de la Santé, 4 pour le secteur de voirie et drainage, et 01 en faveur des groupes vulnérables, et plus spécifiquement à Kindu, Il faut relever que de ces Projets, 57 ont été financés à Kisangani, 16 à Bunia, 161 à Kindu, et 53 à Bukavu.



Les coûts totaux des MP financés par secteur d'activité montre que le secteur de l'éducation a absorbé l'essentiel des financements dans les différents Bureaux, à l'exception de Bukavu où c'est le secteur de l'eau qui a obtenu la plus grande part de financement. Il faut noter qu'à Bunia deux secteurs seulement ont été touchés par le Projet : le secteur de l'éducation et de la santé. Ce BR en effet ne comptait qu'un Adjoint Technique comme cadre dans la mise en œuvre du Projet



L'analyse des coûts moyens des MP financés montre que les coûts moyen les plus élevés ont été enregistrés à Bunia où ils dépassent de loin les plafonds fixés par la SMCL. Au regard du niveau de délabrement des infrastructures consécutive à la guerre, le Bureau a opté pou une approche par sous-projet pour chaque infrastructure à réhabiliter ou à construire, et dont les coûts totaux additionnés atteinne des niveaux au-delà des limites fixés

Les principales activités spécifiques menées dans ce cadre par les différents bureaux régionaux ont été notamment:

1. Bukavu

Mise sur pied des comités de sélection des ZIP	- 9 quartiers de la Ville de Bukavu, répartis dans 4 Communes de la ville de Bukavu ; comprenant une population de + de 234969 Hab. soit +- 51,3 % de la population de la ville, et 4 Quartiers de la cité d' Uvira (53.676 hab.)
Sélection et Financement des MP	- 53 MP (25 en AGR, 8 éducation de base, 13 eau et assainissement, 6 en santé, 1 en route et voirie)
Réception provisoire des MP	- 2 AGR, 3 dans le secteur de l'eau (8 bornes fontaines), 2 Centres de Santé
Réception définitive	- 5 Ecoles, 4 AGR, 8 dans le secteur de l'eau (62 bornes fontaines), 3 centres de santé
Cession de formation	- 1 sur la gestion des ouvrages publics réceptionnés
Séances de validation des MP par les CCVMP	- 5 CCVMP

2. Kisangani

Identification des ZIP	- 12 quartiers retenus sur un total de 67 quartiers, répartis dans les 6 communes de la ville de Kisangani ; comprenant une population de 151 301 Hab. soit 30 % de la population de la ville avec une moyenne de 12 000 hab. par quartier
Sélection et Financement des MP	- 57 MP (15 en AGR, 24 éducation de base, 6 eau et assainissement, 15 en santé)
Réception provisoire des MP	- 7 centres de santé
Réception définitive	- 24 Ecoles,
Cession de formation	- 1 session sur les techniques culturales de palmiers, la transformation des produits de récolte, la gestion et la commercialisation des produits
Séances de validation des MP	- 7 CCVMP

3. Kindu

Identification des ZIP	- 4 Quartiers dans la ville de Kindu dont Basoko (45.000 hab.) Tokolote/Brazza (38.082 hab.) Lumbu-Lumbu (40.825 hab.) Alunguli (Rive Droite) (61.330 hab.) et les villages de Nyoka et environs, sur la route de Kindu-Kalima (33.706 hab.) Elila et Okoko (12.000 hab.) Katako-Yomi, route Kindu-Lomami (16.000 hab.)
Sélection et Financement des MP	- 161 MP (60 en AGR, 34 éducation de base, 4 eau et assainissement (22 sources et 31 puits), 1 en santé, 3 en voirie et 1 pour GV)
Réception provisoire des MP	- 4 voiries, 1 santé
Réception définitive	- 30 écoles, 69 AGR et 3 dans le secteur de l'eau (16 sources et 31 puits)
Cession de formation	- 7 sessions sur gestion de projet, lecture de devis, données techniques de base en construction etc.
Séances de validation des MP	- 7 CCVMP et 1 CCD

Dans le cadre de l'implication progressive du Projet AICB dans l'approche du PAIDECO, des activités spécifiques ont été menées à Kindu par l'organisation des ateliers communaux en vue de la mise en place des CLD et du CCD, l'identification de projets communaux à caractère économique et la validation dont 2 MP portant sur la réhabilitation des marchés dans 2 communes : Mikelenge et Alunguli

4. Bunia

Identification des ZIP	- choix de 6 quartiers sur les 12 que compte la ville de BUNIA, comprenant une population de 57 553 HAB soit 60 % de la population de la ville et une moyenne de 9592 Hab. par quartier
Sélection et Financement des MP	- 16 MP (10 Ecoles et 6 centres de santé)
Réception provisoire des MP	- 6 Ecoles et 4 centres de santé
Réception définitive	- 5 latrines, 4 Ecoles, 2 Centre de santé
Cession de formation	- 1 sur la gestion des ouvrages publics réceptionnés
Séances de validation des MP	- 5 CCVMP



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



R.1.2 Des mécanismes de concertation entre la société civile, le Bureau Régional et les institutions décentralisées pour la coordination des micro interventions sont initiés/établis

Les activités liées à ce résultat n'ont pas été exécutées conformément aux prévisions. En effet, il a été retenu que les activités liées à ce résultat soient largement sous la responsabilité des divisions provinciales et ce sous la coordination du Ministère du Plan. Cependant, aucune initiative n'a été prise dans ce sens. En outre, lors de la deuxième réunion de la SMCL AICB-PAIDECO, il a été recommandé au Ministère du plan de prendre ses responsabilités dans l'exécution des activités liées au résultat 2 et qui relèvent de sa compétence, en s'inspirant de la banque des données en élaboration par l'UNICEF.

De même, il a été proposé aux BR d'organiser des activités de renforcement des capacités de la société civile allant dans le sens de la réalisation de ce résultat (notamment la formation à l'organisation de la société civile, exemple des corps de métiers) Approuve la poursuite du Projet AICB dans une seconde phase qui doit être définie rapidement. Par ailleurs au cours de sa réunion du 25 au 26 mai 2006, la Coordination du Projet avait retenu l'organisation d'un atelier sur le développement économique local sur trois sites associés, avec le ministère du plan, un expert local et un expert externe.

En outre, le travail de bancarisation de MP par les équipes multidisciplinaires était d'une qualité médiocre. Aussi, ce travail n'a pas été poursuivi mais remplacé par des contacts ponctuels avec les différents organismes ou ministères concernés. Il a été observé également une cassure entre certains CLSMP et les communautés. Certains de ces comités ne semblent plus être l'émanation de la communauté, ne prennent plus conscience de l'importance d'un comité honnête dans leur milieu, ne renforcent pas les activités par des initiatives internes, et n'offrent pas la possibilité de devenir partie intégrante du développement de leur zone en assurant une pérennité des actions.

Par ailleurs, l'actualisation de la base des données élaborées par la Coordination Nationale sur les micro-projets financés par Bureau Régional et indiquant notamment : MP validé mais non démarré, MP sélectionné, MP en attente de la validation, MP en cours d'exécution, MP reçus provisoirement et définitivement, MP fini et clôturé, MP démarré, puis abandonné, suspendu, les tranches de financement etc...ne s'est pas poursuivi.

Il faut relever toutefois, que contrairement à d'autres Province, la Division du Plan, à travers son point focal désigné auprès du BR, a élaboré une base des données basée sur une étude du PNUD COMREC portant sur le plan de développement. En outre, BR dispose d'un document de compilation deux études commandées auprès du Bureau d'étude BEST et de Mr Charles Karume, Consultant. Il a régulièrement organisé des réunions thématiques auxquelles avec différents bailleurs (Unicef, Save the Children, Monuc, les humanitaires, GTZ, War Child, etc.), les



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



institutions concernées (TP, EPSP, Division de l’Energie, SNHR, Division de l’Agriculture et Elevage, Division de la Santé et représentant du Gouvernorat etc.) et des représentants des bénéficiaires (comité des parents d’élèves et directeurs des écoles, comité de gestion des bornes fontaines, COSA des CS avec infirmier dudit CS, représentant des éleveurs familiaux) Cependant, La participation des institutions est effective mais pas mobilisatrice, et l’impact de ces réunions sur les institutions et leur fonctionnement ne semble pas assuré.

Il faut signaler l’organisation des 9 sessions de formation avec la participation des membres des CLSMP et les partenaires d’exécutions dont 7 session sur gestion de projet, lecture de devis, données techniques de base en construction etc. à Kindu, et une session sur Formation sur les techniques culturelles de palmiers, la transformation des produits de récolte, la gestion et la commercialisation de ces produits à Kisangani et 2 sessions à BUKAVU dont une sur les techniques et plans de construction, en faveur des entrepreneurs, et une autre sur la gestion des ouvrages publics réceptionnés, au profit des bénéficiaires membres des CLSMP en vue de la pérennisation des actions.

3. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en oeuvre de la prestation.

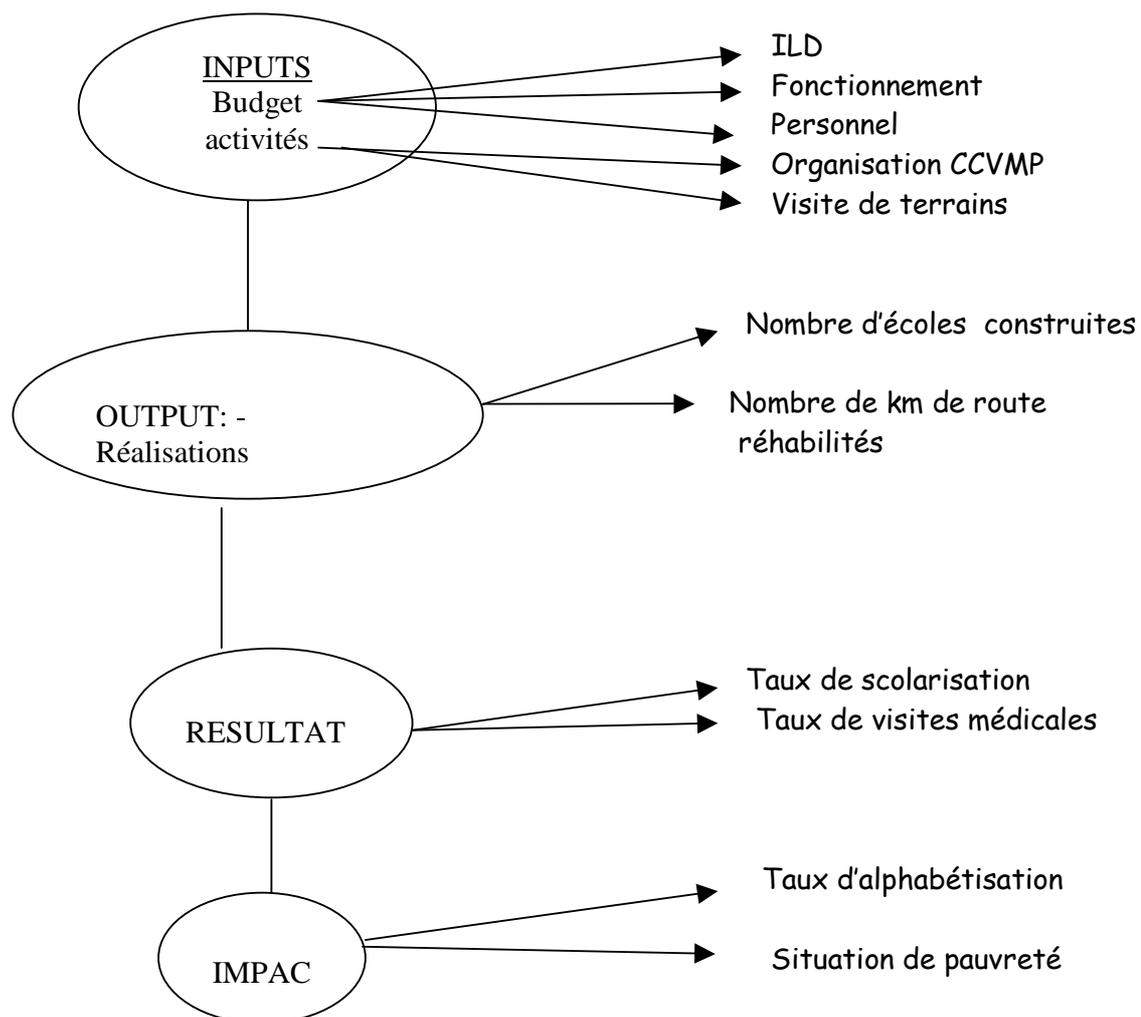
Il a été préconisé un suivi systématique du déroulement des micro- interventions mené par des visites régulières sur terrain effectués par l’équipe de chaque Bureau, appuyée par des consultations techniques spécifiques, menées par les membres des équipes multidisciplinaires (services étatiques impliqués dans mise en œuvre des micro-projets)

Des réunions de coordination de l’Equipe du Projet ont été organisées alternativement dans les bureaux de Kinshasa et Kisangani et ont permis l’organisation de 5 réunions d’évaluation des activités du Projet

Une base des données, bien que pas toujours à jours, sur les micro-projets dans les zones d’intervention a été constituée dans chaque bureau provincial et a permis de suivre l’évolution des MP validés mais non démarré, MP sélectionnés, MP en attente de la validation, MP en cours d’exécution, MP reçus provisoirement et définitivement, MP finis et clôturés, MP démarrés, puis abandonné, suspendu, les tranches de financement etc. ;

Des missions de suivi-évaluation des MP et de contrôle administratif, financier et méthodologique des activités ont été préconisées et effectuées par la Coordination Nationale qui a menés au total 17 missions de suivi-évaluation, dont 3 à Bunia, 5 à Kindu, 4 à Bukavu et 5 à Kisangani.

Cependant, dans le cadre d’une stratégie d’évaluation d’impact du projet, la Coordination Nationale a proposé à l’Equipe du Projet le schéma d’évaluation ci-après :



Les inputs et les outputs ont été suffisamment documentés. Par contre, et à l'exception de Kisangani, l'insécurité dans les zones d'interventions et la nécessité d'une exécution accélérée des micro-projets n'ont pas permis la réalisation des enquêtes pour mesurer les résultats et l'impact du Projet.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



Nous reprenons à titre illustratif, les indicateurs de suivie - évaluation proposés à ce sujet :

2.3.1. Éducation de base⁴ : Accroissement du nombre d'élèves inscrits ; Accroissement du taux de scolarisation* ; Accroissement du taux de réussite** ; Réduction du taux d'absentéisme*** ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme-jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme-jour et revenu correspondant

2.3.2. Santé Primaire

Centre de Santé-Maternité : Accroissement des consultations ; Accroissement des hospitalisations ; Accroissement des accouchements ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme/jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme/jour et revenu correspondant

Centre Nutro-sanitaire : Accroissement des consultations ; Accroissement des enfants malnutris encadrés ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme/jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme/jour et revenu correspondant ;

Latrines⁵ : Accroissement du nombre des usagers* ; Accroissement de la fréquentation journalière** ; Accroissement du taux d'utilisation*** ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme/jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme/jour et revenu correspondant

2.3.3. Eaux et Assainissement⁶ : Population touchée par entité concernée ; Accroissement des personnes desservies* ; Accroissement de la quantité d'eau

⁴ * taux de scolarisation : nombre de personnes fréquentant enseignement primaire et secondaire divisé par le nombre de personne du même âge dans le milieu considéré en pourcentage.

** taux de réussite : nombre d'élèves ayant obtenu au moins 50% divisé par effectifs d'élèves inscrits.

*** taux d'absentéisme : nombre d'élèves absents aux cours, divisé par effectifs d'élèves inscrits.

⁵ * nombre d'usagers : nombre des utilisateurs potentiels des latrines

** fréquentation journalière : nombre des personnes qui fréquentent les latrines par jour

*** taux d'utilisation : fréquentation journalière divisé par le nombre d'usagers en pourcentage.

⁶ * population touchée : nombre de personnes utilisateurs potentiels point d'eau



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



consommée** ; Accroissement de la desserte en eau potable*** ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme/jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme/jour et revenu correspondant ;

.3.4. Voirie et drainage : Population touchée par entité concernée ; Population protégée par ouvrage ; Superficie protégée ; Densité de la population ;

2.3.4. Groupes Vulnérables⁷ : Population touchée par entité concernée ; Bénéficiaires directs ; Proportion de la population touchée* ; Accroissement du revenu distribué par membre** ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme/jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme/jour et revenu correspondant.

2.3.5. Activités Génératrices de Revenus⁸ : Population touchée par entité concernée ; Bénéficiaires directs ; Accroissement du revenu distribué par membre* ; Nombre d'emplois temporaires générés en homme/jour et revenu correspondant ; Nombre d'emplois permanents générés en homme/jour et revenu correspondant ;

Notons que l'évaluation à mi-parcours qui devrait permettre l'exploitation de ce schéma d'évaluation et de ces indicateurs n'a pas été organisée pour des raisons diverses.

** personnes desservies : nombre des personnes qui fréquentent le point d'eau par jour

*** taux d'utilisation : fréquentation journalière divisé par le nombre personnes utilisateurs potentiels en pourcentage.

⁷ * Proportion de la population touchée : les bénéficiaires directs divisés par la population totale touchée, exprimé en pourcentage.

**revenu distribué par membre : évaluation du revenu tiré des activités réalisées par le groupe divisé par le nombre des membres du groupe.

⁸ * revenu distribué par membre : évaluation du revenu tiré des activités réalisées par le groupe divisé par le nombre des membres du groupe.

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-il tenté de les résoudre ?

3.1. Problèmes généraux

- Des difficultés dans la mise en œuvre des MP du secteur des AGR en raison notamment de la faiblesse d'organisation, de capacités de gestion et de cohésion interne pouvant assurer la réussite et la pérennité des interventions, et la nécessité d'un long travail d'accompagnement, non prévu dans le DTF.
- Les plans de développement locaux élaborés dans les zones d'intervention du Projet n'ont pas été utilisés suffisamment par les partenaires institutionnels du Projet. Ces plans se sont révélés peu pratiques, et ne correspondaient pas aux ETD et à ce qui était négocié dans la réalité pour le financement.
- La faiblesse des prestataires des services tels que les fournisseurs de service dont la capacité de production est fort réduite et dépassée par les commandes du Projet. Les approvisionnements sont régulièrement différés, retardant les mises en œuvre des MP
- Le manque d'engagement et de motivation des Services étatiques essentiellement dû aux maigres salaires versés par l'Etat à ses agents, ceux-ci voyant davantage l'intérêt immédiat que peuvent leur offrir les opportunités du Projet AICB au lieu de positionner leurs efforts dans une meilleure prise en charge des programmations de développement de la Province.

3.2. Problèmes spécifiques

1. Kindu

- Etroitesse du marché de prestataires (très peu d'entrepreneurs sur le marché) la faible participation locale (dynamique locale de développement faible) la faible encadrement du CLSMP qui ne joue pas son rôle, le manque d'engagement et de motivation des services étatiques concernés par le projet, ont eu pour conséquences majeures le retard dans l'exécution des MP, des dépassement des devis, la mauvaise qualité dans la finition des ouvrages, la faible mobilisation de la contribution locale dans les MP (pas de vraie dynamique participative) dans les MP infrastructure

2. Kisangani

RAS

3. Bunia

- Insécurité séculière dans les zones d'intervention du Projet.

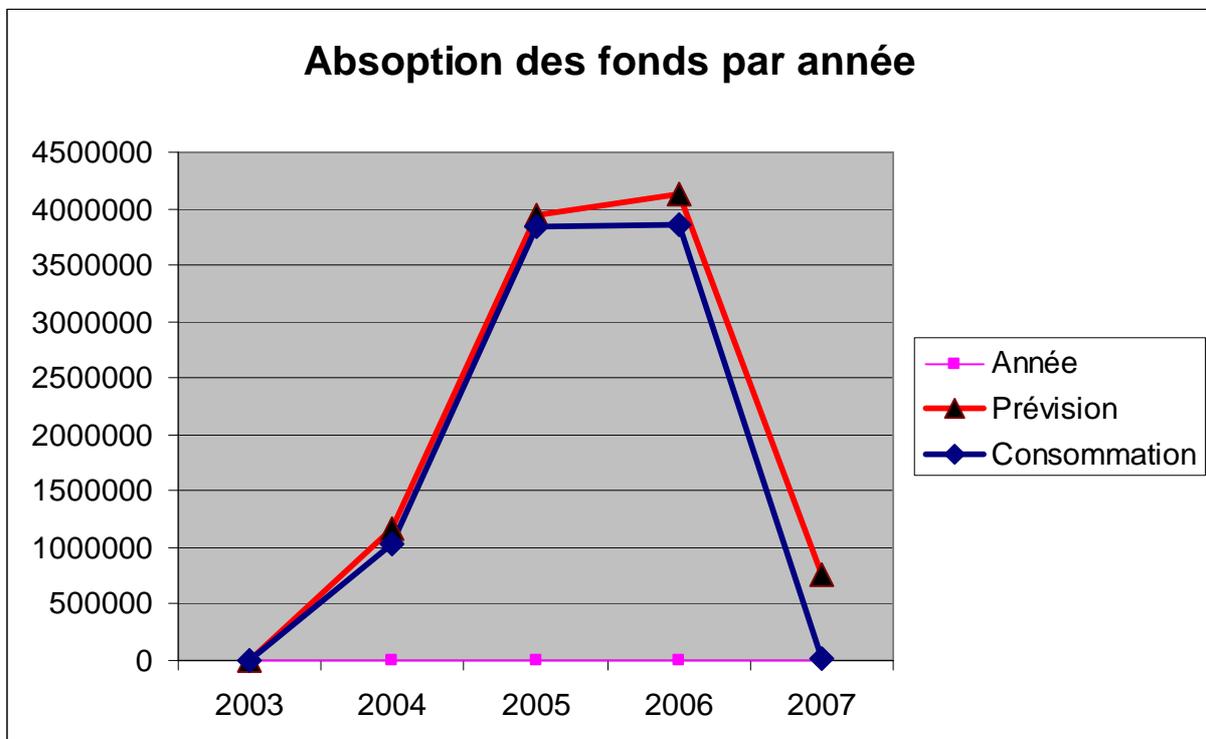
4. Bukavu

- Problème d'insécurité consécutive aux guerres de juin 2004 et mai 2005

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

2.1. Au plan Global

Le projet n'enregistre pas un écart marqué entre le calendrier prévu et les résultats attendus, comme le montre le graphique ci-dessous.





Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



Le taux d'absorption budgétaire est fortement influencé par la situation sécuritaire. C'est ainsi que c'est seulement vers le 18^{ème} mois que l'exécution du Projet est devenue optimale. Le graphique nous montre en effet que le démarrage du Projet a été lent et difficile. Cependant la faible différence entre les prévisions budgétaires et les consommations souligne une bonne planification et gestion des équipes du Projet.

On peut toutefois évoquer l'enclavement, l'isolement et l'insécurité dans les zones d'intervention ; la faiblesse du tissu économique, le processus des marchés publics et ses exigences

La faible capacité du cadre institutionnel national dans l'accompagnement des activités tel que prévu dans le DTF a marqué ce taux d'absorption des fonds.

La faiblesse du système bancaire ne permettant pas toujours de travailler dans des conditions optimales

2.2. Au Plan spécifique

a. Kindu

- Absence de l'Assistant Technique d'octobre 2004 à mai 2005, a fortement handicapé le lancement des activités AICB dans cette Province ; le décaissement des fonds pour le financement des MP ayant été suspendu en l'absence de l'Assistant Technique qui a la responsabilité financière du Projet. En outre, à la suite des observations et recommandations de la mission du Plan sur le terrain, la SMCL a retenu que la CTB diligente d'abord une mission technique sur le terrain lors de l'installation du nouvel Assistant Technique afin de décider des correctifs à effectuer sur les chantiers en cours . Les activités du projet n'ont donc véritablement repris qu'en juin 2005 avec l'installation définitive du nouvel Assistant Technique.
- Lancement un peu précipité des micro interventions qui n'ont pas été toujours exécutés en respectant le processus de planification communautaire, ni les normes techniques.
- Les ruptures fréquentes du trafic par train entre Lubumbashi et Kindu ont influencées cette baisse d'utilisation des fonds.
- La faiblesse initiale du tissu économique local à cause des effets de la guerre, qui n'a pas permis d'absorber des fonds rapidement.
- Au démarrage, le Bureau Régional a lancé beaucoup de micro-projets avec un soubassement technique faible, mais qui s'est amélioré par une méthode de recherche-action

b. Bukavu

- Au démarrage du projet, la situation d'insécurité initiale à Bukavu a fortement handicapé le lancement des activités du bureau régional
- L'absence de l'Assistant Technique durant 13 mois à cause de l'insécurité aigue et prolongée a fortement handicapé le lancement des activités AICB dans la région.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



- Le Projet n'a pas pu s'installer dans le bâtiment de la Division Provinciale du Plan.
- Faibles capacités initiales des ressources humaines du Bureau.

c. Kisangani

- Faiblesse et manque de rigueur du Bureau Régional après le départ de l'Assistant Technique pour Bunia à partir du 2^{ème} trimestre 2006.

d. Bunia

- l'Equipe du projet trop limitée a été renforcée par le déménagement de l'Assistant Technique de Kisangani à Bunia.

3. **Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation? Faites une réponse détaillée sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats.**

La dynamique communautaire constitue le cinquième pilier du Document des Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté en RDC(DSCRCP). Cette dynamique communautaire s'est révélée être une soupape de sécurité et de survie pour les populations pauvres meurtries par des années de guerre et de déstructuration généralisée des infrastructures économiques et sociales. Aussi, en optant de soutenir les initiatives communautaires à la base, comme stratégie d'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté, l'approche de l'AICB s'est inscrite dans le processus DSCRCP. Dans ce contexte, les activités développées ont répondu à des besoins pressants de la population, en rapport avec les objectifs du millénaire de lutte contre la pauvreté. Un certain nombre de d'atouts peuvent être épinglés à ce sujet :

- Identification, sélection, signature de convention et exécution de 287 MP sur un total de 300 prévus dans le DTF soit 95,66 %
- Réception définitive de 157 micro-projets dont 5 Ecoles, 4 AGR, 8 dans le secteur de l'eau (62 bornes fontaines), 3 centre de santé à Bukavu ; 24 Ecoles à Kisangani ; 30 écoles, 69 AGR et 3 eau (16 sources et 31 puits) à Kindu, et 5 latrines, 4 Ecoles, 2 Centre de santé à Bunia
- Exécution d'un montant total (novembre 2006) de 8 748 091,39 € (soit 84%) avec un montant de 6 075 974,38 € de la LB « ICB ».
- L'organisation des réceptions provisoires de 19 ouvrages réalisés dont 4 voiries et 1 centre de santé à Kindu ; 7 centres de santé à Kisangani, 2 AGR, 3 dans le secteur de l'eau (8 bornes fontaines), 2 Centres de Santé à Bukavu, et 6 Ecoles et 4 centres de santé à Bunia.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



3.1. Au niveau de l'Impact

Au sortir de la guerre et compte tenu de la dégradation avancée du cadre de vie de la population en RDC, les objectifs du projet demeurent idéalistes. Ces objectifs devraient être mieux circonscrits dans le cadre du DSRP, à la fois au plan sectoriel et géographique.

Son cadre d'intervention (institutionnel, géographique et méthodologique) ne permet néanmoins pas d'améliorer d'une manière considérable et pérenne la pauvreté dans les zones du projet. Les défaillances méthodologiques et institutionnelles ont été soulignées dans les différents rapports trimestriels en générale et dans le rapport annuel de 2006 en particulier:

Géographique: malgré la délimitation des zones de concentration dans les provinces d'intervention l'impact sur la situation de pauvreté sera très localisé et difficilement mesurable, par manque d'indicateurs et profit de la pauvreté, fixés par des études ex-ante au démarrage du Projet

Méthodologique: la société civile /le monde associatif, à l'heure actuelle n'a pas les structures ni les compétences techniques d'assumer le travail d'accompagnement (présupposé dans le dossier technique et opérationnel) dans l'identification, la mise en œuvre et la gestion des initiatives locales de développement. La taille réduite des équipes des bureaux ne permet pas d'assumer l'encadrement de toutes les étapes du cycle des projets.

Les objectifs poursuivis par le Projet sont ambitieux alors que la structuration de l'organisation de mise en œuvre, et les moyens disponibles, sont faibles. Les indicateurs et le profil de la pauvreté, ainsi que sa dimension spatiale ne sont pas maîtrisés dans les zones d'interventions pour permettre de sélectionner des interventions mieux ciblées et appropriées dans la lutte contre la pauvreté, et une évaluation d'impact futur efficace.

Les partenaires d'exécution privilégiés (Association, groupement des producteurs, ONGs locales) ne permettent pas d'atteindre les populations pauvres qui généralement sont sans attaches, et ne participent à aucun réseau de solidarité. Le choix de ces partenaires devrait s'étendre à des initiatives privées ayant un impact en termes d'emploi productif.

Les MP s'exécutent en réponse à des demandes formulées par les organisations à la base. Mais, ils ne s'intègrent pas dans un plan stratégique d'ensemble autorisant une lutte efficace contre la pauvreté.

Dans le contexte d'intervention esquissée en haut, en tenant compte des pratiques de la majorité des bailleurs de fonds, une modification méthodologique de mise en œuvre via une approche de micro crédit dans certains secteurs (notamment celui des AGR) est à creuser.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



3.2. Au niveau de la durabilité

Institutionnel: les projets se réalisent dans des zones d'intervention délimitées mais sans ancrage institutionnel efficace permettant l'appropriation ni la pérennisation des activités du projet.

Participation locale à la mise en œuvre des microprojets.

Le processus de choix des membres des CLSMP ou des CCVMP ne s'est pas toujours faite de manière judicieuse. Il exige une sensibilisation et animation préalable sur leur rôle et non à posteriori. Il exige également des actions de renforcement de leurs capacités de mobilisateurs et sensibilisateurs de la population aux activités du Projet.

Capacités technique et financière (gestion) des partenaires d'exécution

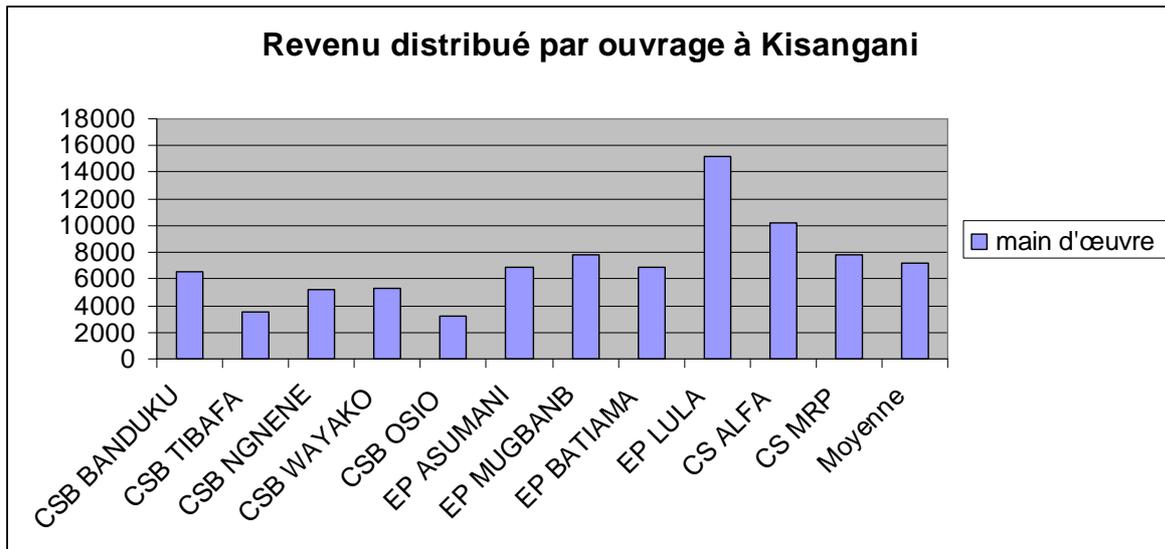
Les capacités techniques des partenaires d'exécution privilégiés (Association, groupement des producteurs, ONGs locales) ne permettent pas toujours une mise en œuvre correcte des MP. Il serait indiquer d'identifier les thèmes de formation à donner aux partenaires d'exécution après analyse des faiblesses ; d'organiser les formations ; de suivre les partenaires sur terrain, d'identifier les ateliers existant sur terrain ; de regrouper les corps de métier et organiser leurs formations et d'installer les personnes formées et équiper leurs ateliers.

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

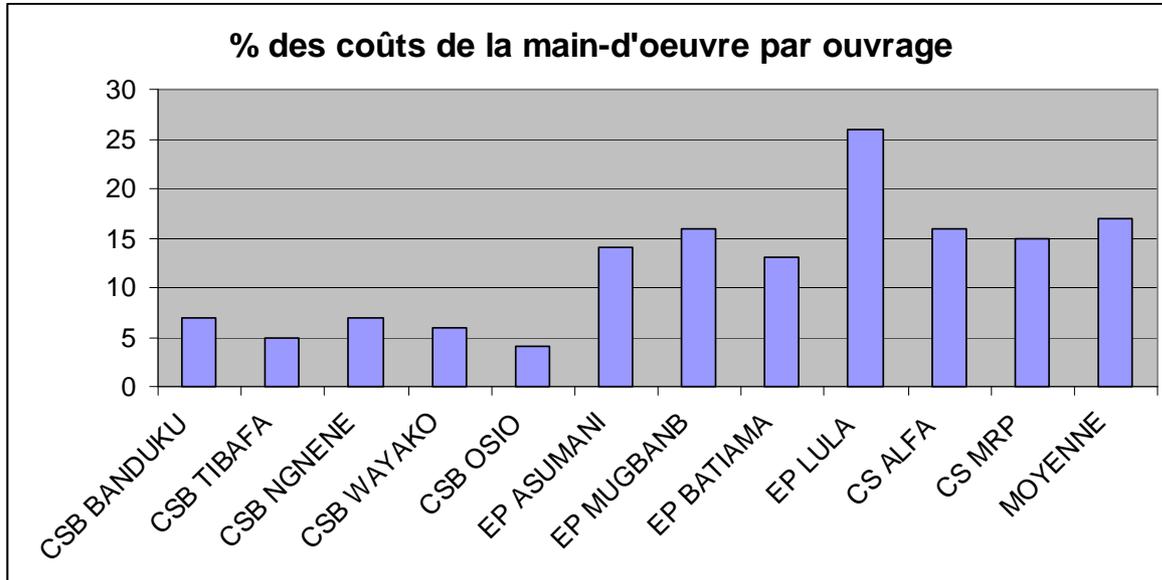
La prestation du Projet AICB n'a pas fait l'objet jusqu'à ce jour d'une étude d'impact ni d'étude d'évaluation interne ou externe formelle à mi-parcours. Une étude d'évaluation finale du projet vient d'avoir lieu et les conclusions sont déposées à la Coordination Nationale. Par ailleurs, comme l'ont noté les Coordinateurs Régionaux dans leurs rapports d'exécution, et qui a été attesté par des interviews auprès d'un public bénéficiaire limité, et des contacts fréquents établis lors des missions de terrain, il ressort clairement que cette prestation a été bien perçue par les populations bénéficiaires. Elle a constitué un support ou un ballon d'oxygène pour les populations pauvres marquées par des effets de la guerre et qui ne bénéficiait pas encore des retombés des activités économiques et sociales qui se déployaient dans le pays.

Cette satisfaction de la population peut être attestée par des impacts spécifiques par bureau ci-après :

a. Kisangani



Le projet AICB n'avait pas privilégié l'approche HIMO. Cependant, on observe que le revenu distribué dans la Région de Kisangani sous forme de salaire temporaire a été important. Ce revenu a atteint un montant moyen de 7144 \$ par chantier dans les secteurs de l'éducation et de la santé, soit en moyenne 16 % des coûts des matériaux de construction de l'ouvrage. Ce revenu a même atteint 26 % pour l'EP LULA avec 15243 \$ distribués. Le minimum enregistré s'élève à 4 % à l'ESB OSIO avec 3238 \$ distribués. Il faut noter que de manière général les revenus distribués ont été plus élevés dans les chantiers des écoles que dans les chantiers de la santé, en raison de l'utilisation des briques autobloquantes dans ce dernier secteur, qui n'ont pas exigé une main-d'oeuvre élevée.



En outre, 2 enquêtes réalisées par des étudiants dans le cadre de leur travail de mémoire sur l'évaluation des activités du BR et qui concernent le secteur de l'éducation uniquement, ont apparaître une appréciation très positive des actions menées.

5. Quels ont été les résultats du suivi-évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

La coordination nationale a effectuée 17 missions sur le terrain. Les observations faites ont été consignées dans les rapports de mission et discutées systématiquement lors des réunions de coordination.

Il est apparu que les groupes cibles éprouvent dans leur grande majorité, des difficultés organisationnelles et de gestion qui font qu'ils ne sont pas toujours en mesure de mettre en place une dynamique au niveau local qui pérennise les acquis. Cela oblige un accompagnement au-delà de la mise en oeuvre. Le degré d'appropriation des infrastructures de base d'intérêt public par les bénéficiaires est beaucoup plus faible, que celui des réalisations dont les effets économiques sont immédiatement profitables aux membres de la communauté cible.

Le respect des normes techniques dans le secteur de la construction a été amélioré continuellement par un mécanisme d'appui - conseil rapproché. Par exemple : protection des fondations, pavement en ciment des salles et de la véranda, utilisation de mortier au ciment, pose d'un chaînage du bâtiment en béton armé, crépi au ciment etc.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



Le système de gestion a été mis au point par un coaching de la part de la Coordination National AICB/PAIDECO.

De même, l'introduction du FIT avec l'appui de la CTB/Bruxelles a été bénéfique pour un meilleur suivi budgétaire et exécution financière

Un audit financier par la cours des comptes a été effectué en avril 2006. Cependant, la transparence de gestion et la rigueur avec laquelle la comptabilité a été tenue, suivi par la Représentation de la CTB en RDC, ne présage aucune anomalie décelée lors de cet audit.

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après projet (les politiques à suivre ou à mettre en oeuvre, les ressources nationales nécessaires, la responsabilisation des groupes cible, la manière d'appliquer les recommandations...)?

Un ancrage institutionnel plus accentué.

Un partenariat institutionnel clair devrait être défini et établi entre les Bureau régionaux du Projet et les services Techniques spécialisés des ministères représentant la partie gouvernementale, ainsi que les autres services techniques de l'Etat impliqués dans les mises en oeuvre. Dans ce cadre, à la fin du projet, une remise et reprise des acquis du projet devrait être effectuée avec les différents partenaires institutionnels, chacun dans son volet. Il s'agit aussi de responsabiliser le Service du plan pour qu'il assume l'une de ses prérogatives qui est d'assurer le suivi et la pérennité des actions menées par le Projet

Responsabilisation des groupes cible

Des négociations devraient être entamée avec les gestionnaires des infrastructures construites ou réhabilitées, afin que soit élaborés des contrats programmes de maintenance de ces infrastructures, notamment que les charges liées à la maintenance des équipements et infrastructures soient clairement inscrites dans leurs budgets de fonctionnement.

Rapprochement méthodologique avec le projet PAIDECO

D'abord il y a l'évaluation finale à faire pour que les leçons apprises soient également incorporées dans les autres programmes comme PAIDECO. Le rapprochement se justifie dans le cadre institutionnel : une évolution vers la décentralisation.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



Poursuivre le travail d'actualisation de la base des données des MP au niveau des BR pour être ensuite compilé au niveau national afin de servir d'amorce probable des activités AICB dans la nouvelle approche PAIDECO

Recentrage des zones d'intervention.

Le recentrage des ZI tiendra compte des réalités de terrain (l'accessibilité et la sécurité) et le découpage administratif en ETD. Des ZI qui comprennent l'entier d'une ETD (une commune, un secteur) est préférable.

Renforcement des capacités

Renforcement des capacités des équipes du BR dans l'utilisation de certains logiciels informatiques et dans la maîtrise de l'approche et la méthodologie de PAIDECO avant un nouveau départ du Projet (documentation, formation, ateliers d'échanges, etc.)

Il faut rappeler également les autres types de renforcement de capacités dont ceux qui touchent aux acteurs de la société civile, l'administration et le soutien aux organes locaux comme prévu dans la décentralisation doit s'inscrire comme partie essentiel dans le résultat 2. Ceci suppose de susciter et promouvoir la mise en place des groupements d'intérêts économiques (GIE) qui pourront alors à terme identifier des problèmes et des besoins à la fois de façon plus précise et réaliste tout en parlant véritablement au nom du plus grand nombre. Ainsi l'on pourra dire que la qualité du processus participatif au niveau de la société civile aura été considérablement améliorée en amont et en aval.

En outre, la promotion de l'économie Locale comme outil pour diminuer la pauvreté de façon durable et équitable, suppose de susciter et promouvoir la mise en place d'organisations professionnelles (entre autres les Groupements d'Intérêt Economique, corps de métier), la bonne gouvernance et une société civile qui participe de façon constructive.

Afin de réaliser ces recommandations il convient de se donner les moyens matériels et financiers nécessaires pour effectuer un travail en amont au niveau du renforcement de capacités des acteurs de la société civile, membres des organes locaux issus des élections et des institutions étatiques locales, afin de s'assurer de leur collaboration.



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



7. Conclusions

Le projet A.I.C.B s'est déployé dans un contexte difficile, dans des régions marquées par les affres de la guerre. Néanmoins, le Projet a permis, dans la majorité des cas, de rendre des services appréciés par les populations démunies dans les zones d'intervention des provinces concernées. Néanmoins, ces appuis ont eu un impact localisé, limité à une proportion parfois très faible de la population des zones d'intervention.

Les mises en œuvre se sont réalisées dans un cadre institutionnel qui, bien que formel, n'a pas su jouer son rôle de soubassement dans le déploiement des activités du projet. L'incohérence entre le volume des tâches à réaliser, l'étendue des territoires à couvrir (même avec des zones d'intervention limitées) et les moyens financiers, logistiques et humaines disponibles, n'a pas permis de réaliser des performances voulues dans le suivi des mises en œuvre.

Les groupes cibles éprouvent dans leur grande majorité des difficultés organisationnelles et de gestion, qui font qu'ils ne sont pas toujours en mesure de mettre en place une dynamique au niveau local qui pérennise les acquis. Cela oblige un accompagnement au-delà de la mise en œuvre. Le degré d'appropriation des infrastructures de base d'intérêt public par les bénéficiaires est beaucoup plus faible, que celui des réalisations dont les effets économiques sont immédiatement profitables aux membres de la communauté cible. Ces réalités limitent la pérennité et la durabilité des mises en œuvre.

Les objectifs de la prestation demeurent nobles, mais ambitieux. Son cadre d'intervention (institutionnel, géographique et méthodologique) ne permet néanmoins pas d'améliorer d'une manière considérable et pérenne les conditions de vie dans les zones du projet et contribuer à la réduction significative de la pauvreté. Ces objectifs devraient être mieux circonscrits dans le cadre d'un Plan stratégique de développement préalablement élaboré, et l'approche du projet évoluer vers une dynamique de développement local, à inscrire dans un processus de décentralisation et d'autonomisation des entités à la base.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



TROISIEME PARTIE. ANNEXES.

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats
Annexe 2 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 3 Personnel de la prestation
Annexe 4 Sous traitances
Annexe 5 Equipements
Annexe 6 Bailleurs de fonds



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



ANNEXE 1. Résumé des résultats et des activités

Résultats Intermédiaires	Indicateurs	Etat de réalisation
<p>RI. 1. Un mécanisme d'identification, de sélection et de financement de micro réalisations visant à l'amélioration du cadre de vie des communautés démunies et au renforcement du tissu social (dynamique local) est établi et fonctionnel.</p>	<p>Document de procédures d'instruction des dossiers et d'éligibilité des demandes</p> <p>Nombre de micro-interventions réalisées</p>	<p>Le cadre institutionnel, l'approche méthodologique et les procédures administratives de mise en œuvre des MP sont opérationnels et cohérents pour l'ensemble du projet.</p> <p>Identification des zones d'intervention.</p> <p>Sélection et financement de 287 MP dont 107 AGR, 76 dans le secteur de l'Education, 71 MP dans le secteur de l'eau et assainissement, 28 dans le Secteur de la Santé, 4 pour le secteur de voirie et drainage, et 01 en faveur des groupes vulnérables, et plus spécifiquement à Kindu, Il faut relever que de ces Projets,</p> <p>La signature de conventions de financement et exécution de 287 MP dont 57 à Kisangani, 16 à Bunia, 161 à Kindu, et 53 à Bukavu.</p> <p>Réception provisoire et/ou définitive de 176 micro-projets</p> <p>Exécution d'un montant total de 8 738 010 € (= 92,5 % du coût prévu.</p> <p>Formation des bénéficiaires en techniques divers dont les techniques culturelles, piscicoles et d'élevage, les techniques et plans de construction etc.</p>

<p>RI. 2. Des mécanismes de concertation entre la société civile, les projets et les institutions étatiques décentralisées pour la gestion des micros-interventions sont initiés et/ou établis</p>	<p>Nombre de réunions de concertation</p> <p>Les plans de développement locaux élaborés.</p> <p>Rapport d'implication des Ministères sectoriels à travers les équipes multi disciplinaires.</p> <p>La base des données constituées</p>	<p>- <i>Une réunion thématique sur les méthodes constructives organisée à Bukavu</i></p> <p>- Elaboration d'une base des données sur les micro-projets et indiquant notamment : MP validé mais non démarré, MP sélectionné, MP en attente de la validation, MP en cours d'exécution, MP reçus provisoirement et définitivement, MP fini et clôturé, MP démarré, puis abandonné, suspendu, les tranches de financement etc....</p> <p>- Réunion systématique <i>des équipes multi-disciplinaires</i> pour l'instruction des dossiers dès l'année 2004 et à concerné pour rappel d'abord la division de la santé et celle de l'éducation puis la REGIDESO; contrats avec le bureau de l'élevage (instruction des dossiers élevage), le SENAQUA (instructions des dossiers pisciculture), la division des TPI (suivi des dossiers de construction) la division urbaine de l'environnement (instruction de certains dossiers artisanat).</p> <p><i>-Elaboration les plans de développement locaux des zones d'intervention dans les périphéries des villes ciblées.</i></p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Activités planifiées dans l'année sous revue	Etat d'avancement des activités	Activités proposées pour l'année prochaine
<p>RI.1.</p> <p>Activité 1 Définir les zones d'intervention du projet dans chaque Région afin d'élaborer des Plans de développement locaux.</p> <p>Activité 2 Mise en place de la structure locale chargée de Sélectionner les Micro projets.</p> <p>Activité 3 Identifier les propositions de micro-interventions</p>	<p>- Le Projet a finalisé l'identification des zones d'interventions dans les déférentes villes d'intervention comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ à Kisangani : 12 quartiers sur un total de 67 quartiers, et 4 localités : - WANIE RUKULA sur l'axe LUBUTU - BIARO sur l'axe UBUNDU YATOLEMA sur l'axe OPALA, BENGAMISA sur l'axe BUTA ➤ A Kindu : 7 quartiers dans la ville de Kindu et 3 villages sur la route Kindu-Ulangati, et 3 autres villages sur la route Kindu-Lokandu ; Cité Kailo ➤ A Bukavu : 9 quartiers retenus, répartis dans 4 communes de la ville de Bukavu ; comprenant une population de +- 234969 Hab. soit +- 31,3 % de la population de la ville ➤ A Bunia : 6 quartiers sur les 12 que compte la ville, comprenant une population de 57553 HAB soit 60 % de la population de la ville <p>- la constitution des CLSMP dans les 12 quartiers et 4 comités dans les 4 localités de Kisangani ; chaque comité comprenant 19 membres, à la constitution à Bukavu de 6 CLSMP dont un par quartier, à Bunia de 9 comités dans les 9 quartiers. Et à Kindu 7 CLSMP. Cependant, Les comités de certains quartiers n'on pas compris les limites de leurs compétences.</p> <p>- Identification et sélection de 287 propositions des micro-projets dont 57 à Kisangani, 16 à Bunia, 161 à Kindu, et 53 à Bukavu. Cette activité a même</p>	<p>Définir des zones d'intervention plus concentrées dans le cadre du PAIDECO</p> <p>Mise en place des CLD et CCD</p>

<p>Activité 4 Instruire les dossiers des Micro projets retenus</p> <p>Activité 5 Appuyer les communautés et les Associations de Base pour finaliser leur dossier.</p> <p>Activité 6. Mettre en place la structure locale chargée de Valider les Micro projets</p> <p>Activité 7 Réunir les Comités Locaux de sélection de Micro Interventions.</p> <p>Activité 8 Apprécier les choix des comités de sélection.</p> <p>Activité 9 Finaliser les conventions et les contrats liant la CTB aux structures Bénéficiaires.</p> <p>Activité 10 Suivre le déroulement des micros interventions</p> <p>Activité 11 Procéder aux réceptions provisoires et définitives des micros interventions.</p>	<p>abouti à Kisangani à l'élaboration d'un tableau d'actions priorisées de façon inter et intra sectoriel par zone d'intervention et ce à la suite des propositions des CLSMP au cours des ateliers d'élaboration des Plans de Développement Locaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instruction et exécution de l'ensemble des 287 dossiers identifiés et dont 19 ont été provisoirement réceptionnés et 157 ont été réceptionnés définitivement. Les autres MP sont encore en cours d'exécution et pourront être clôturés en juin Il convient de relever qu'il a été initié puis d'achever l'instruction de deux grands dossiers communs à 14 établissements scolaires dont l'un concernant la construction de latrines scolaires et de bureaux de direction dans 11 quartiers, et l'autre la fourniture de mobilier courant, de banc pupitre et de moyens de transport. - Appui des communautés de base et les associations pour la finalisation des dossiers, et qui a été particulièrement important pour les dossiers d'activité génératrice de revenus. - CCVMP mis en place dans toutes les Régions - Plusieurs réunions des Comités locaux de sélection des projets organisées. (5 CCVMP à Bukavu, 7 CCVMP et 1CCD à Kindu, 7 CCVMP à Kisangani, et 5 CCVMP à Bunia <p>Réaliser lors de l'instruction des dossiers soumis au financement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de 287 conventions et contrats liant la CTB aux structures bénéficiaires - Plusieurs missions de terrain organisées - Réception définitive de 157 micro-projets dont 5 Ecoles, 4 AGR, 8 dans le secteur de l'eau (62 bornes fontaines), 3 centre de santé à Bukavu; 24 Ecoles à Kisangani; 30 écoles, 69 AGR et 3 eau (16 sources et 31 puits) à Kindu, et 5 latrines, 4 Ecoles, 2 Centre de santé à Bunia 	<p>Instruire 3 dossiers MP</p> <p>Passer les MP au CCD</p> <p>Mise en œuvre rapide de ces 3 nouveaux MP et terminer les MP en cours (10)</p> <p>Réceptionner tous les MP en mars 2007</p> <p>Activités d'appui à la durabilisation et pérennité des micro-projets financés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des dispositions pratiques pour la durabilité et la pérennité des MP financés <p>Clôturer les comptes des financements des MP</p> <p>Organiser les réceptions provisoires et définitives des MP</p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>- réceptions provisoires de 19 ouvrages réalisés dont 4 voiries et 1 centre de santé à Kindu ; 7 centres de santé à Kisangani, 2 AGR, 3 eau (8 bornes fontaines), 2 Centres de Santé à Bukavu, et 6 Ecoles et 4 centres de santé à Bunia</p>	
<p>RI.2.</p> <p>Activité 1 Constituer une base de données sur les micro interventions dans la zone d'intervention: type, partenaires, modalités d'exécution.</p> <p>Activité 2 Réunir les activités de concertation thématique.</p> <p>Activité 3 Réunir les équipes multi-disciplinaires.</p> <p>Activité 4 Elaborer les plans de développement locaux.</p>	<p>Élaboration par la Coordination du Projet d'une base des données sur les micro-projets financés par Bureau Régional et indiquant notamment : MP validé mais non démarré, MP sélectionné, MP en attente de la validation, MP en cours d'exécution, MP reçus provisoirement et définitivement, MP fini et clôturé, MP démarré, puis abandonné, suspendu, les tranches de financement etc....</p> <p>- Une réunion thématiques sur les techniques et plans de construction organisée à Bukavu</p> <p>- Réunion systématique des <i>équipes multidisciplinaires</i> pour l'instruction des dossiers dès l'année 2004 et à concerné pour rappel d'abord la division de la santé et celle de l'éducation puis la REGIDESO; En 2005, des contrats ont été établis avec le bureau de l'élevage (instruction des dossiers élevage), le SENAQUA (instructions des dossiers pisciculture), la division des TPI (suivi des dossiers de construction) la division urbaine de l'environnement (instruction de certains dossiers artisanat).</p> <p>- Elaboration des plans de développement dans les différentes ZI identifiées</p>	<p>Actualiser la base des données</p> <p>Travail en synergie avec Monuc, Pund et les Divisions</p> <p>Atelier de concertation pour une stratégie commune de mise en application du DSRP</p> <p>5 ateliers de formation pour les CCD et CLD, les services étatiques, les PME/ONGD</p> <p>Descente dans les ZI de AICB pour mesurer l'impact des projets exécutés.</p> <p>Élaborer 3 plans de développement communaux et plans d'Action</p> <p>Publier les documents des plans élaborés</p>



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



ANNEXE 2. Taux de déboursement de la prestation

RESUME FINANCIER						
Source de financement	Budget annuel prévu	Budget cumulé	Dépenses réelles de l'année	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement de l'année	Taux de déboursement cumulé
Contribution belge directe		10 000 000 euros		10 000 000 euros		100 %
Contribution Etat partenaire	AD					
Contribution Fonds de contrepartie	Sans objet					
Autres	Sans objet					

ANNEXE 3. Personnel de la prestation

N°	Matricule	NOM AGENT	FONCTION	DATE ENG
1	P05-039-AICBkin	ITAMPONI KOKO Félix	Chauffeur	19-avr-05
2	P05-031-AICBbna	WODI BACHUYANE	Chauffeur	01-févr-05
3		MANDONDI Jean Baptiste	Chauffeur	14-juin-04
4		KIZENGA Antoine	Chauffeur	14-juin-04
5	P05-036-AICBbkv	MABIMBI Antoine	Chauffeur	21-juin-05
6	P05-037-AICBbkv	BULAMBO Sumahili	Chauffeur	29-juil-05
7		AMISI Lutula	Chauffeur	01-sept-04
8		KUMBI WALIKATA	Chauffeur/Mécanicien	22-sept-00
9		ASSANI Mamida	Commis/Nettoyeur	01-déc-04
10		LOMANE Apoline	Commis/Nettoyeur	01-sept-04
11	P04-025-AICBbkv	MIHIGO Godefroid	Commis/Nettoyeur	01-déc-04
12		MUNGILIMA André	Comptable	17-nov-04
13	P04-026-AICBbna	TSESI Micheline	Comptable	01-janv-05
14		KITENGE Henri	Comptable	21-avr-04
15	P04-012-AICBbkv	LUKUBA Jamaa	Comptable	10-mai-04
36.	P05-033-AICBkin	OPANGA EKANGA Venance	Coordinateur	28-janv-02
16	P04-010-AICBbkv	KAKISINGI Alfred	Coordinateur Adjoint	03-mai-04
17		AMISI Robert	Coordinateur Adjoint	01-mars-04
18		CHEBELE Marcel	Coordinateur Adjoint	14-avr-04
19	P04-024-AICBbna	UTSHUDI Augustin	Coordinateur Adjoint	01-janv-05
20		MFINDA Paul	Coordinateur Adjoint	19-avr-04
21		BUANSOLU Joseph	Coordinateur Adjoint	27-avr-04
22	P05-029-AICBbna	NGADIMA DUMOZENO Elie	Gardien	01-févr-05
23	P05-030-AICBbna	NGAMANI BIDJAITE Patrick	Gardien	01-févr-05
24	P05-034-AICBbna	DELVASILIS Yannack	Gardien	21-avr-05
25	P05-035-AICBbna	MALO Richard	Gardien	15-juil-05
26		BOLINGA Edmond	Gardien	01-déc-04
27		BOSELA Volvo	Gardien	01-déc-04
28		MALOLE Robert	Gardien	01-déc-04
29		LENGI Lenga MUTINGA	Gardien	16-févr-05

30		PENDACHEKO Selemani	Gardien	21-avr-04
31		LIBALA ZABUBA	Gardien	21-avr-04
32	P05-027-AICBbna	ADEC ALIFWA	Secrétaire/caissière	01-févr-05
33		LEZODE Cotty	Secrétaire/caissière	01-mars-04
34	P05-028-AICBbna	KYAH I OTSIRIRE G	Secrétaire/réceptionniste	01-févr-05
35		IKONGA Thérèse	Secrétaire/réceptionniste	21-avr-04
36	P04-013-AICBbkv	RUTAKANGWA Domitille	Secrétaire/réceptionniste	13-mai-04

ANNEXE 4. Sous-traitance et appels d'offres

4.1. BUREAU DE BUKAVU

Secteur	Numéro	Descriptif / Objet	Montant	Bénéficiaire	Exécutant	Remarque
Educ.	BKV0501	école primaire (construction de 4 salles de classes, latrines 4 portes, pupitres)	29 889,40	EP LUMUMBA	PROTEG sprl	Fin
Educ	BKV0502	école primaire	25 535,20	EP KANONZI	CED sprl	Fin
Educ	BKV0503	école primaire	45 411,12	EP CAMP PANZI	MICODEV sprl	Fin
Educ	BKV0504	école primaire	71 154,00	EP MWANZO	Gp OLIVE sprl	Fin
Educ	BKV0505	école primaire	41 760,20	EP NYAKAVOGO	CED sprl	Fin
Santé	BKV0506	CENTRE DE FORMATION SIDA	31 148,46	CS CBCA	PROTEG sprl	Fin
Santé	BKV0507	centre de santé de base	14 977,74	CS CROIX ROUGE	Espace 2000 sprl	EXE
Santé	BKV0508	centre de santé de base	18 880,00	CS BYA'ENE	BR AICB	Fin
AGR	BKV0509	Promotion de l'élevage familial des poules	11 637,16	POP DE NYAMUGO ASBL M A E	MAE asbl	EXE
AGR	BKV0510	Promotion de l'élevage familial des poules et porcs	14 573,00	POP BUHOLO KASHA ASBL M A E	MAE asbl	EXE
AGR	BKV0511	ferme pilote (poules, lapins, porcs)	36 025,40	ASBL M A E	MAE asbl	EXE
AGR	BKV0512	provenderie	16 284,00	ASBL M A E	MAE asbl	Fin
AGR	BKV0513	salle de formation en élevage	9 558,00	ASBL M A E	MAE asbl	Fin
EauAs	BKV0514	adduction et réservoir 20m3 source (6 fontaines)	16 170,72	POP DE CIKONYI	SIKASH asbl	Fin
EauAs	BKV0515	adduction et réservoir 30m3 source (10 fontaines)	36 226,00	POP DE KAJANGU	VOCEID sprl	Fin
EauAs	BKV0516	adduction bornes fontaines (6 fontaines)	21 420,54	POP DE BUHOLO KASHA	SNHR	Fin
EauAs	BKV0517	adduction 12 bornes fontaines	29 017,38	POP DE LUMUMBA	BDD asbl	Fin
EauAs	BKV0518	adduction bornes fontaines	11 369,89	POP DE NYAKAVOGO	ADV asbl	Fin
EauAs	BKV0519	adduction bornes fontaines	14 859,74	POP DE PANZI	SNHR	Fin
EauAs	BKV0520	adduction bornes fontaines (5)	9 403,42	POP DE MUHUNGU	CAIRE asbl	Fin
EauAs	BKV0521	adduction bornes fontaines	24 666,72	POP DE CREDIT FONCIER	CODES asbl	Fin
AGR	BKV0601	Aires de séchage de riz	25 112,76	RIZICULTEURS PLAINE DE RUZIZI	CDC asbl	EXE
AGR	BKV0602	Boulangerie des veuves	29 402,06	POP DE PANZI		VAL
EauAs	BKV0603	Latrines publiques	20 581,56	POP DE NYAMUGO		VAL
EauAs	BKV0604	Latrines publiques	27 442,08	POP DE MUHUNGU		VAL
EauAs	BKV0605	Abattoir public	34 302,60	POP DE BUKAVU		VAL
EauAs	BKV0606	Reboiser les sites des sources d'eau captées	14 101,00	POP DE BUKAVU		VAL
Santé	BKV0607	centre de santé de base	44 102,50	CS LUMUMBA		VAL
Educ	BKV0608	école primaire	48 513,34	EP MUSHEKERE CIKONYI		VAL
Educ	BKV0609	école primaire	32 773,32	EP BUHOLO KASHA		VAL
AGR	BKV0610	centre de métier	23 815,94	POP DE BUHOLO KASHA		VAL
AGR	BKV0611	centre de métier	19 202,14	POP DE CREDIT		VAL

				FONCIER		
AGR	BKV0612	centre de métier	23 815,94	POP DE KAJANGU		VAL
AGR	BKV0613	centre de métier	19 202,14	POP DE NYAKAVOGO		VAL

4.2. BUREAU DE BUNIA

DESCRIPTION	Bénéficiaires	ENTREPRISES	NOMS DU REPRESENTANT	TOTAL EN \$	TOTAL En Euro	ETAPE ACTUELLE
<i>MARCHE DE TRAVAUX POUR BATIMENTS SCOLAIRES EN DATE DU 17 AOUT 2005</i>						
					1,3	
Construction 6 salles de classe	EP1 Nyakasanza	Collège des Ingénieurs	Bernard PALATA, Tel : 0997710958	60981,72	46909,02	FIN
Construction 6 salles de classe	EP KOROMODJO	TAMBAKIS & Frères	Claude KABEYA, Tel : 0812102563	66613,83	51241,41	FIN
Construction 6 salles de classe	EP MWANGA	AETD	Jean LOWA, Tel : 0812005197	58708,58	45160,45	FIN
Construction 6 salles de classe	EP Salema	TAMBAKIS & Frères	Claude KABEYA, Tel : 0812102563	59743,79	45956,76	FIN
Construction 6 salles de classe	EP 1 VILLE	ADECCO	Etienne KABAMBA, Tel : 0998708557	55474,08	42672,37	FIN
Construction de 6 salles de classe	EP Mahagi	COCANUR	Flory KATAMBAKO, Tel : 0994143783	62303,00	47925,39	FIN
Construction 6 salles de classe	EP TUENDELEE	ISJ	Prosper NKWE, Tel : 0815082927	59073,98	45441,53	FIN
Construction 6 salles de classe	EP2 Nyakasanza	ECOCEM	Henri SENG, Tel : 0998508809	61783,22	47525,56	FIN
Réhabilitation 6 salles de classe	EP BUNIA BAT. I	OMITEC	Ferdinand DILE, Tel : 0998707728	41449,19	31883,99	FIN
Réhabilitation 4 salles de classe	EP2 VILLE	DHC	MWANA NDYVALI, Tel : 0810859937	26369,54	20284,26	FIN
Réhabilitation 8 salles de classe et 2 bureaux	EP BUNIA BAT. II	EBC	Jean Pierre KEKUMBA, Tel : 0812649669	97795,00	75226,93	FIN
<i>MARCHE DE TRAVAUX POUR CONSTRUCTION ET EXTENSION DES CENTRES EN DATE DU 12 MAI 2005</i>						
						FIN
Construction Centre de Santé	CSB LEMBABO	HDA	Jean Claude KASONGO, Tel : 0810393245	41286,62	31758,94	FIN
Construction Centre de Santé	CSB ADVENTISTE	CADI	Louis FARIALA, Tel : 0998490433	40639,08	31260,83	FIN
Construction Centre de Santé	CSB TUENDELEE	EBC	Jean Pierre KEKUMBA, Tel : 0812649669	44440,28	34184,83	FIN
Construction Extension Centre de Santé	CSB KINDIA	DHC	MWANA NDAVALI, Tel :	23151,60	17808,92	FIN

Construction Centre de Santé	CSB NYAKASANZA	ICB	Gaston BASENDU, Tel : 081143898	46908,54	36083,49	FIN
Réhabilitation HGR/Bunia	HOPITAL GENERAL	Ese 2 M	Frumence MUHIGIRI, Tel : 0998899679	95165,16	73203,97	FIN
<i>MARCHE DE TRAVAUX POUR CONSTRUCTION ET EXTENSION DES CENTRES EN DATE DU 12 MAI 2005</i>						FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP1 Nyakasanza	Collège des Ingénieurs	Bernard PALATA, Tel : 0997710958	18099,29	13922,53	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP2 Nyakasanza	APEDE	Denis KITWINYA, Tel : 0997749506	18081,52	13908,86	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP Salema	TAMBAKIS & Frères	Claude KABEYA, Tel : 0812102563	19192,79	14763,69	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP Mahagi	COCANUR	Flory KATAMBAKO, Tel : 0994143783	19906,93	15313,03	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP KOROMODJO	GDC	Papy LINGONDE, Tel : 0811410373	19224,18	14787,83	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP MWANGA	AETD	Jean LOWA, Tel : 0812005197	18557,57	14275,05	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP TUENDELEE	DHC	MWANA NDYVALI, Tel : 0810859937	19735,00	15180,77	FIN
Construction d'un bloc de 7 latrines pour école	EP BUNIA BAT. I	ISJ	Prosper NKWE, Tel : 0815082927	18154,07	13964,67	FIN
Réhabilitation d'un bloc de 8 latrines	EP BUNIA BAT. II	OMITEC	Ferdinand DILE, Tel : 0998707728	7768,00	5975,38	FIN
Construction bloc de 11 latrines	EP 1 ET EP II VILLE	DHC	MWANA NDYVALI, Tel : 0810859937	26736,09	20566,22	FIN
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP1 Nyakasanza	GETRACO	Jules BAHEMUKA, Tel : 0818133632	13057,62	10044,32	FIN
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP2 Nyakasanza	EGECOM	Louis FARIALA, Tel : 0998490433	13357,41	10274,93	FIN
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP Mahagi	BERI	SEZABO, Tel : 0997601038	12806,00	9850,77	FIN
Construction d'un bureau de	EP Salema	ECCRTP	Paul MOMBENGA, Tel : 081966434	13080,00	10061,54	FIN

direction scolaire						
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP KOROMODJO	CICAF	DORINE, Tel : 0997719113	13963,50	10741,15	FIN
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP MWANGA	AETD	Jean LOWA, Tel : 0812005197	12468,48	9591,14	FIN
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP TUENDELEE	ADSSE	Nectar MULOPWE, Tel : 0997619954	11964,59	9203,53	FIN
Construction d'un bureau de direction scolaire	EP 1 et 2 VILLE	ADECCO	Etienne KABAMBA, Tel : 0998708557	13291,82	10224,48	FIN
Incinérateur et fosse à placenta CSB	CSB NYAKASANZA	ADECCO	Etienne KABAMBA, Tel : 0998708557	3400,00	2615,38	FIN
Construction d'un bloc latrine et douche pour le CSB	CSB NYAKASANZA	TAMBAKIS & Frères	Claude KABEYA, Tel : 0812102563	14359,00	11045,38	FIN
Incinérateur et fosse à placenta CSB	CSB LEMBABO	HDA	Jean Claude KASONGO, Tel : 0810393245	3500,00	2692,31	FIN
Construction d'un bloc latrine et douche pour le CSB	CSB LEMBABO	APEDE	Denis KITWINYA, Tel : 0997749506	14126,37	10866,44	FIN
Incinérateur et fosse à placenta	CSB TUENDELEE	BERI	SEZABO, Tel : 0997601038	3354,00	2580,00	FIN
Construction d'un bloc latrine et douche pr CSB	CSB TUENDELEE	BERI	SEZABO, Tel : 0997601038	13028,00	10021,54	FIN
Incinérateur et fosse à placenta CSB	CSB ADVENTISTE	ICB	Gaston BASENDU, Tel : 081143898	3552,00	2732,31	FIN
Construction d'un bloc latrine et douche pr CSB	CSB ADVENTISTE	CADI	Louis FARIALA, Tel : 0998490433	13500,00	10384,62	FIN
Incinérateur et fosse à placenta CSB	CSB KINDIA	CERBAT	KOMBA, Tel : 0810076521	4176,38	3212,60	FIN
Construction d'un bloc latrine et douche pr CSB	CSB KINDIA	CERBAT	KOMBA, Tel : 0810076521	13333,37	10256,44	FIN
MARCHE DE FOURNITURE DE MOBILIER COURANT POUR						

<i>CSB DU</i>						
Fourniture de mobilier courant	5 CSB	INSTITUT ALFAJIRI	MABIO, Tel : 0994011510	2543	1956,15	Tout livré
<i>MARCHE DE FOURNITURE DE MATERIEL MEDICAL POUR CSB DU</i>						
Fourniture de matériel médical	5 CSB	Ets JIBA	MALOB, Tel : 0998608216	41445	31880,77	Tout livré
<i>MARCHE DE FOURNITURE POUR MOBILIER SCOLAIRE POUR ECOLES DU 9/08/05</i>						
Fourniture de bancs pupitres	10 Ecoles primaires	ATELIER D'APPRENTISSAGE	Christophe KUHIGWA, Tel :	10687	8220,77	Tout n'est pas livré
Fourniture de mobilier scolaire bancs pupitres	10 Ecoles primaires	INSTITUT TECHN. PROF, ALFAJIRI	MABIO, Tel : 0994011510	21180	16292,31	Tout livré
Fourniture de mobilier scolaire bancs pupitres	10 Ecoles primaires	MENUISERIE LYANZU	LYABO, Tel : 0998613688	18168	13975,38	Tout livré
Fourniture de mobilier scolaire bancs pupitres	10 Ecoles primaires	MENUISERIE CARITAS	NGADJOLE ISSAMBA, Tel : 0997739872	14160	10892,31	Tout livré
Fourniture de mobilier scolaire bancs pupitres	10 Ecoles primaires	INSTITUT SAINT JOSEPH (ONG)	Prosper NKWE, Tel : 0815082927	5475	4211,54	Tout livré
Fourniture de mobilier scolaire bancs pupitres	10 Ecoles primaires	AVEPADI (ONG)	LALO Jean Bosco, Tel : 0819608689	2318	1783,08	Tout livré
Fourniture bancs pupitres	10 Ecoles primaires	Entreprise 2 M	Frumence MUHIGIRI, Tel : 0810859937	17100	13153,85	Tout livré
<i>MARCHE DE FOURNITURE PORTES ET FENETRES ECOLES - CSB DU 24/10/2005</i>						
Fourniture fenêtres	EP BUNIA 2	Ets EUREKA	ROGER MAKI, Tel : 0812328084	600	461,54	Tout livré
Fourniture fenêtres et portes écoles	5 CSB, EP BUNIA 2	ATELIER MBILA	SEZABO, Tel : 0994011775	9002	6924,62	Tout livré
Fourniture fenêtres	9 Ecoles MP	MENUISERIE LYANZU	LYABO, Tel : 0998613688	6240	4800,00	Tout livré
Fourniture portes	9 Ecoles MP	MENUISERIE CARITAS	NGADJOLE ISSAMBA, Tel : 0997739872	6222	4786,15	Tout livré
Fourniture portes et fenêtres	10 Ecoles MP	INSTITUT ALFAJIRI	MABIO, Tel : 0994011510	5252	4040,00	Tout livré
Fourniture portes et fenêtres	EP BUNIA 1	ATELIER D'APPRENTISSAGE	Christophe KUHIGWA, Tel :	1589	1222,31	Tout livré
<i>MARCHE DE FOURNITURE PORTES ET FENETRES</i>						

BUREAUX DE DIRECTION ECOLES ET						
PORTES LATRINES ECOLES ET CSB DU 01/07/2006						
Fournitures des portes pour latrines et écoles	5 CSB ET 10 ECOLES	MENUISERIE LYANZU	LYABO, Tel : 0998613688	7663	5894,62	Tout livré
Fournitures des portes et fenêtres pr bureaux	9 Ecoles	INSTITUT ALFAJIRI	MABIO, Tel : 0994011510	3964	3049,23	Tout livré
				1491269,2	1147130,15	

4.3. BUREAU DE KISANGANI

N°	NOM	TOTAL DEPENSE	Solde	OBSERVATION
association A.J.M.M.	installation et équipement atelier menuiserie pour ass. menuisiers	55716,5	-612	Encours
association CARRINGTON	installation et équipement porcherie pour diffusion géniteurs	49310,82	-39,17	plus de financement, mais encours de suivi
association COFAM	installation et équipement poulailler pour diffusion géniteurs	31917,5	3625,03	fin financement, mais encours de suivi
association APROMIR	aménagement de 5 ha de riz de bas fonds	24502,14	0,86	fin financement, mais encours de suivi
association A.L.C.P.	installation et équipement porcherie pour diffusion géniteurs	54272,53	-3808,53	fin financement, mais encours de suivi
association C.P.A.K.I.S.	pisciculture : aménagement et réhabilitation étangs, outillage et intrants	22981	789,55	fin financement, mais encours de suivi
association A.P.I.L.A.F.	installation et équipement ateliers chèvres pour diffusion géniteurs	18340	2922	Encours
association G.P.A.E.L.U.	pisciculture : aménagement et réhabilitation étangs, outillage et intrants	30633	13841	Encours
association SALONGO	aménagement de 21 HA de palmiers améliorés	34823,5	267,82	Encours
association OCDL	installation et équipement ateliers moulins mais manioc soja	39882,45	-754,5	fin financement, mais encours de suivi
association C.D.L.I.	équipement outillage et formation en gestion pour artisans	20583,47	175,53	fin financement, mais encours de suivi
		382962,91	16407,59	
EDUCATION				
EP ASUMANI	construction de 6 salles de classes	49552,76	33,11	fin projet
EP ASUMANI	Latr. EP Asumani	22772,5	0	fin projet
EP ASUMANI	Banc Pupitre EP as	7831,23	0	fin projet
EP MUGBAMBOLI	construction de 6 salles de classes	48294	-343	fin projet
EP MUGBAMBOLI	Latr. EP Mubgamb	25853,52	2,87	fin projet
EP MUGBAMBOLI	Banc pupitre EP Mub	7919,49	0	fin projet
EP BATIAMADUKA	construction de 6 salles de classes	54028,66	-0,25	fin projet
EP BATIAMADUKA	Latr. EP Batiamad	22008,48	0,09	fin projet

CS ELIKYA	réhabilitation de 6 salles et construction d'une 3 salle	52642,77	0,5	fin projet
CS ELIKYA	Construction latrine et bureau	35141,09	0,3	fin projet
CS ELIKYA		0	0	fin projet
EP MITUKU I et II	réhabilitation de 8 salles de classes	51418,5	20,78	fin projet
EP MITUKU I et II	Construction latrine et bureau	55217,7	515,53	fin projet
				fin projet
EP BANGBA I et II	réhabilitation de 15 salles de classes	68609,59	1,53	fin projet
EP BANGBA I et II	Construction latrine et bureau	65122,82	-1,14	fin projet
				fin projet
EP NGENEGNENE	réhabilitation de 8 salles et construction de 3 salles	69806,2	0,52	fin projet
EP NGENEGNENE	Construction latrine et bureau	14790,27	4,64	fin projet
				fin projet
EP LUALABA I	réhabilitation de 8 salles de classes et bureaux	65966,7	-157,55	fin projet
EP LUALABA II	réhabilitation de 7 salles de classes et bureaux	61493,4	14,59	fin projet
EP LUALABAI - II	Construction latrine et bureau	47915,32	0,72	fin projet
				fin projet
CS HODARI	réhabilitation de 12 salles de classes	63686	-2878,61	fin projet
CS HODARI	Construction latrine et bureau	15560,69	2,63	fin projet
EP LIMANGA I et II	réhabilitation de 12 salles, 2 bureaux, 1 salle réunion et 18 latrines	138276	-2159,93	fin projet
EP BATIAMADUKA	construction complémentaire de 3 salles de classes	47157	-591,19	fin projet
EP BATIAMADUKA	murets antiérosifs et auvents pour écoles	10135	5838	Encours
CS OSIO	réhabilitation de 2 salles et construction de 6 salles de classes	78618,62	4020,03	fin projet
EP LULA	construction de 6 salles de classes	59042,73	27,24	fin projet
CS ALFADJIRI	construction de 6 salles de classes	63765,01	5,35	fin projet
CS MARIE REINE DE LA PAIX	construction de 6 salles de classes	51945,7	39,36	fin projet
EP BATIAMADUKA	construction de 7 latrines et d'un bureau de direction scolaire	0	0	
EP ASUMANI	construction de 7 latrines et d'un bureau de direction scolaire	0	0	
EP MUGBANBOLII	construction de 7 latrines et d'un bureau de direction scolaire	0	0	
CS ELIKYA	construction de 8 latrines et de 2 bureaux de direction scolaire	0	0	
EP MITUKU I + II	construction de 11 latrines et de 4 bureaux de direction scolaire	0	0	
EP BANGBA I + II	construction de 15 latrines et de 4 bureaux de direction scolaire	0	0	
EP NGENEGNENE	construction de 3 latrines et réhabilitation de 11 latrines	0	0	
CS HODARI	construction de 2 bureaux de direction scolaire	0	0	
EP LUALABA I et II	réhabilitation de 26 latrines et de 4 bureaux de direction scolaire	0	0	
CS OSIO	construction de 7 latrines et de 2 bureaux de direction scolaire	28629,65	1954,35	fin projet
EP LULA	construction de 7 latrines et d'un bureau de direction scolaire	35968	7,54	fin projet
CS ALFADJIRI	construction de 7 latrines et d'un bureau de direction scolaire	31276	0	fin projet
CS MARIE REINE DE LA PAIX	construction de 7 latrines et de 2 bureaux de direction scolaire	36094,87	-194,87	fin projet
EP LUALABA I & II	fourniture de mobilier scolaire complémentaire	912	102	Encours
EP MITUKU	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP LIMANGA (1et II)	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP BANGBA I et II	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	

EP LUALABA I et II	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
CS OSIO	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
CS ALFADJIRI	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
CS ELIKYA	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
CS HODARI	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP BATIAMADUKA	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP ASUMANI	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP MUGBANBOLI	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP NGENENGENE	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
EP LULA	fourniture de mobilier scolaire et de bancs pupitres	0	0	
CSB KONDIMA	construction d'un centre de santé de base	43829,76	-2265,44	fin projet
CSB BAVATETE	construction d'un centre de santé de base	43771,62	2100,22	fin projet
CSB MAMAN MWILU	réhabilitation et extension d'un centre de santé de base	24989,85	156,55	fin projet
CSB MAKO	réhabilitation et extension d'un centre de santé de base	28570,66	-482,2	fin projet
CSB KONGA KONGA	réhabilitation et extension d'un centre de santé de base	37283,38	2551,79	Encours
CSB MUUNGANO	réhabilitation et extension d'un centre de santé de base	60734,14	-1516,58	fin projet
CSB WAYAKOMA	construction d'un centre de santé et des annexes	91492,8	40,43	fin projet
CSB OSIO PK 16	construction d'un centre de santé et des annexes	80171,67	0,59	fin projet
CSB TIBAFABA	construction d'un centre de santé et des annexes	69122,05	13,96	fin projet
CSB BANDUKU	construction d'un centre de santé et des annexes	90153,65	0,24	fin projet
CSB NGENENGENE	construction d'un centre de santé et des annexes	71671,67	-639,51	fin projet
11 centres de santé	fourniture mobilier courant, médical	9649	2303	Encours
12 centres de santé	fourniture mobilier courant	10542	757	Encours
CSB KONDIMA	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB MAKO	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB OSIO PK 16	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB WAYAKOMA	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB MUUNGANO	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB KONGA KONGA	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB BAVATETE	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB NGENENGENE	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB BANDUKU	fourniture mobilier courant, médical, matériel médical, équipement	0	0	
CSB BAVATETE	construction d'un bloc latrines douches à 3 places sur fosse sèche	9676	404	solde à payer
CSB KONDIMA	construction d'un bloc latrines douches à 3 places sur fosse sèche	9676	404	solde à payer
CSB KONGA KONGA	construction d'un bloc latrines douches à 2 places sur fosse septique	6006,01	960,99	Encours
CSB MAMAN MWILU	construction d'un bloc latrines douches à 2 places sur fosse septique	6006,01	1059,99	Encours
CSB MAKO	construction d'un bloc latrines douches à 2 places sur fosse septique	6006,01	1210,99	Encours
habitants de la zone	aménagement de 5 sources	3493	4678	Encours
habitants de la zone	aménagement de 2 sources de 2 puits	21784,75	-2309,04	fin projet
habitants de la zone	aménagement de 4 sources	19573,75	-290,46	fin projet
habitants de la zone	aménagement de 9 sources	57465,6	327,33	fin projet

habitants de la zone	aménagement de 6 sources	38310,4	852,41	Encours
habitants de la zone	construction de 7 puits	33768,5	601,5	Encours
habitants de la zone	construction de 7 puits	33768,5	601,5	Encours
habitants de la zone	construction de 8 puits	57782,34	2096	Encours
habitants de la zone	construction de 4 puits	29766,66	1079,76	Encours
habitants de la zone	réhabilitation de 9 bornes fontaines	8846	92,01	
habitants de la zone	construction de 6 bornes fontaines et réhabilitation de 2 bornes	15426	-806,06	fin projet
habitants de la zone	réhabilitation de 5 bornes	0	0	
habitants de la zone	devis REGIDESO pour connexion 5 avenues pour bornes fontaines	0	0	
6 écoles et 3 centres santé	travaux de raccordement REGIDESO sur 6 écoles et 3 CSB	0	0	
4 écoles et 3 centres santé	travaux de construction de 13 citernes et gouttières CSB et Ecoles	11443	3700	Encours
4 écoles et 2 centres santé	travaux de construction de 13 citernes et gouttières CSB et Ecoles	8823	6320	Encours
association C.D.L.I.	équipement outillage et formation en gestion pour artisans	0	0	
association A.J.M.M.	installation et équipement atelier menuiserie pour ass. menuisiers	0	0	
association CARRINGTON	installation et équipement porcherie pour diffusion géniteurs	0	0	
association COFAM	installation et équipement poulailler pour diffusion géniteurs	0	0	
association APROMIR	aménagement de 5 ha de riz de bas fonds	0	0	
association A.L.C.P.	installation et équipement porcherie pour diffusion géniteurs	0	0	
association C.P.A.K.I.S.	pisciculture : aménagement et réhabilitation étangs, outillage et intrants	0	0	
association A.P.I.L.A.F.	installation et équipement ateliers chèvres pour diffusion géniteurs	0	0	
association G.P.A.E.L.U.	pisciculture : aménagement et réhabilitation étangs, outillage et intrants	0	0	
association SALONGO	aménagement de 21 HA de palmiers améliorés	0	0	
association OCDL	installation et équipement ateliers moulins mais manioc soja	0	0	
11 centres	travaux de raccordement SNEL pour CSB	552928,68	30267,88	

4.4. BUREAU DE KINDU

AICB KINDU						
MISE EN ŒUVRE MP						
Description	Secteur	Zone	Bénéficiaire	Entreprise	Décaissé (\$)	Observations
réhabilitation école primaire (4 classes, bureau, latrines)	EDUC	BASOKO	EP Mondenge	comité de gestion	20 052,29	FIN
reconstruction école secondaire (3 classes, bureau, latrines)	EDUC	BASOKO	Inst. Taberacle	comité de gestion	20 204,00	
reconstruction école primaire (3classes, bureau, latrines)	EDUC	BASOKO	EP Rive gauche	comité de gestion	21 990,08	
reconstruction école primaire (3classes, bureau, latrines)	EDUC	TOKOLOTE	EP Luka	comité de gestion	26 722,54	
réhabilitation école secondaire (6classes,	EDUC	TOKOLOTE	Inst. Nyota	comité de	31 589,54	

bureau, latrines)				gestion		
reconstruction école primaire (3classes, bureau, latrines)	EDUC	21.07,2004	EP Kimbi	comité de gestion	23 175,96	
reconstruction école primaire (3classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	EP Lubenga	comité de gestion	26 995,06	
reconstruction école primaire (3classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	EP Mufula	comité de gestion	24 714,38	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	Inst. Mwanga	comité de gestion	39 622,17	
reconstruction école primaire (3classes, bureau, latrines)	EDUC	BASOKO	EP Tabernacle	comité de gestion	25 603,53	
réhabilitation école primaire (7classes, bureau)	EDUC	BASOKO	EPA Kindu	comité de gestion	19 666,60	
réhabilitation école secondaire (8classes, bureau, latrines)	EDUC	BASOKO	Inst. Mapendo	comité de gestion	14 069,20	
réhabilitation école primaire (4classes, latrines)	EDUC	TOKOLOTE	EP Mungilima	comité de gestion	9 450,00	
réhabilitation école primaire (4classes, bureau, latrines)	EDUC	TOKOLOTE	EP Brazza	comité de gestion	22 756,56	
réhabilitation école secondaire (11 classes, bureau)	EDUC	BASOKO	Inst. Juhudi	comité de gestion	8 436,00	
réhabilitation école primaire (7classes, bureau)	EDUC	TOKOLOTE	EP Lubinga	comité de gestion	12 089,26	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	Inst. Numbi	comité de gestion	41 778,06	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	Inst. Kama	comité de gestion	36 490,07	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	Inst. Mangobo	comité de gestion	36 325,49	
reconstruction école secondaire (3 classes, bureau, latrines)	EDUC	TOKOLOTE	Inst. Malonga	ATCY	39 304,45	
reconstruction école secondaire (3 classes, bureau, latrines)	EDUC	TOKOLOTE	ITA	ASODECOM	36 784,45	
reconstruction école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	LUMBU-LUMBU	EP Lumbu-Lumbu	PDAPN	66 931,98	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	NYOKA	Inst. Mulenda	ACODEC	51 543,80	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	NYOKA	Inst. Nyoka	ASADN	54 789,74	
reconstruction école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	NYOKA	EP Langwa	ENTREGEM	52 463,17	
réhabilitation école primaire (3 classes)	EDUC	BASOKO	EP MAMBOLEO	comité de gestion	2 743,00	
reconstruction école secondaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	INST. MABALA	comité de gestion	732,00	
réhabilitation école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	BASOKO	EP SNCC	comité de gestion	18 888,50	
réhabilitation école primaire (10classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	EP MANGOBO	comité de gestion	16 002,00	
réhabilitation école primaire (4classes, latrines, latrines)	EDUC	ALUNGULI	EP KISUKU	comité de gestion	17 872,00	
reconstruction école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	ALUNGULI	EP FLEUVE CONGO	comité de gestion	1 038,00	
aménagement 9 sources et 9 puits	EAU/AS	TOKOLOTE	habitants du quartier de Tokolote	comité de gestion	17 870,29	
aménagement 2 sources et 8 puits	EAU/AS	LUMBU-LUMBU	habitants du quartier de Lumbu-Lumbu	comité de gestion	9 104,05	
aménagement 5 sources et 14 puits	EAU/AS	BASOKO	habitants du quartier de Basoko	comité de gestion	17 974,14	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	BASOKO	Association AMIDE et population de la ZI	AMIDE	4 807,92	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	BASOKO	Association ANW et	ANW	1 330,31	

			population de la ZI			
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	BASOKO	Association GPPCIM & population de la ZI	GPPCIM	3 640,92	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	BASOKO	Association AUW & population de la ZI	AUW	2 101,42	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association FIFED & population de la ZI	FIFED	3 792,84	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association 8ème CEPAC & population de la ZI	8ème CEPAC	5 043,63	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association 21è CNCA & population de la ZI	21ème CNCA	3 905,42	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association DFF & population de la ZI	DFF	2 636,72	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association ALUDE & population de la ZI	ALUDE	6 802,43	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association CROIX R & population de la ZI	CROIX R	9 107,36	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ALUNGULI	Association APRED & population de la ZI	APRED	2 706,72	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ALUNGULI	Association AVECAL & population de la ZI	AVECAL	1 745,77	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ALUNGULI	Association ASODEMA & population de la ZI	ASODEMA	12 923,92	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	BASOKO	Association AMIDE et population de la ZI	AMIDE	7 587,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	TOKOLOTE	Association ADRB et population de la ZI	ADRB	7 587,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	LUMBU-LUMBU	Association CRRD et population de la ZI	CRRD	7 587,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	ALUNGULI	Association ASODEMA et population de la ZI	ASODEMA	7 957,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	BASOKO	Association AMIDE & population de la ZI	AMIDE	2 851,83	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	BASOKO	Association AUW & population de	AUW	23 150,00	

			la ZI			
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	BASOKO	Association GYPPECIM & habitants de la ZI	GYPPECIM	2 921,93	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association CRRD & habitants de la ZI	CRRD	5 093,07	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	TOKOLOTE	Association FIFED & habitants de la ZI	FIFED	4 873,07	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association ALUDE & habitants de la ZI	ALUDE	3 451,83	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	BASOKO	Association 8ème CEPAC & habitants de la ZI	CEPAC	2 721,83	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association 21ème CNCA & habitants de la ZI	CNCA	5 066,07	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	ALUNGULI	Association APRED & habitants de la ZI	APRED	6 598,21	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	ALUNGULI	Association AVECAL & habitants de la ZI	AVECAL	4 742,07	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	ALUNGULI	Association ASODEMA & habitants de la ZI	ASODEMA	7 789,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association ADAP & habitant de la ZI	ADAP	1 807,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association VODAC & habitants de la ZI	VODAC	2 225,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association AHUPAD & habitants de la ZI	AHUPAD	1 914,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association CPKC & habitants de la ZI	CPKC	2 989,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association MAMA FURAH & habitants de la ZI	MAMA FURAHA	1 527,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association MAMA MAGUMU & habitant e la ZI	MAMA MAGUMU	784,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association KAZAMUENDO & habitants de la ZI	KAZAMWEN DO	1 792,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association UMOJA de 38	UMOJA DE 38	2 181,00	

			& habitants de la ZI			
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association AGEMU & habitants de la ZI	AGEMU	1 185,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association TWENDEMBELE & habitants de la ZI	TWENDEMBELE	1 985,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ZI: NYOKA	Association TUJENGE & habitants de la ZI	TUJENGE	1 657,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MOKOKO I	1 481,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MUKOKO II	2 164,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MATALU	2 101,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association & habitants de la ZI	CRRD	5 964,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	LUMBU-LUMBU	Association & habitants de la ZI	ALUDE	4 486,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ALUNGULI	Association & habitants de la ZI	ASODEMA	3 309,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ALUNGULI	Association & habitants de la ZI	AVECAL	1 625,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association & habitants de la ZI	FIFED	2 424,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MISEKWA	5 439,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association & habitants de la ZI	ADABA	6 006,00	
production et diffusion semences (cultures vivrières)	AGR	TOKOLOTE	Association & habitants de la ZI	CF MUDEMA	4 107,00	
production d'alevins: tilapia nilotica	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	ASADN	5 608,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	GROUPE DE JEUNES	4 430,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	AGEMU	4 642,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	UMOJA DE 41	4 707,00	
production et diffusion d'alevins: tilapia nilotica	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	TUUNGANE	5 017,00	
pêche sur le fleuve	AGR	BASOKO	Association COOPEKI & riverains fleuve	COOPEKI	15 794,50	
pêche sur le fleuve	AGR	LUMBU-LUMBU	Association UJPES &	UJPES	3 300,90	

			riverains fleuve			
exploitation forestière et outillage de menuiserie	AGR	NYOKA	Association UMOJA de 36 & population de la ZI	UMOJA DE 36	3 850,00	
atelier couture, cordonnerie, tissage (handicapés)	AGR	ALUNGULI	Association UHM et population de Kindu & environs	UHM	8 240,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	ADAP	0,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	MAMA FURAHA	1 240,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	MAMA MAGUMU	2 160,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	KAZAMWEN DO	2 740,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	UMOJA DE 38	2 600,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	TWENDEMB ELE	2 120,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	NYOKA	Association & habitants de la ZI	TUJENGE	3 056,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MUKOKO II	2 550,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MUKOKO II	3 800,00	
production et diffusion de géniteurs (porcs, volailles, chèvres)	AGR	ELILA	Association & habitants de la ZI	MATALU	1 195,00	
extension du centre de santé de référence	SANTE	NYOKA	centre de santé de Nyoka	COGE	45 947,00	en cours
reconstruction école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	FLEUVE	EP Kaengela	COGE	44 489,00	en cours
reconstruction école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	FLEUVE	EP Malawa	COGE	45 574,12	en cours
aménagement 6 sources	EAU/AS	FLEUVE	habitants villages Elila, Mukoko	COGE	4 427,00	en cours
réhabilitation tronçon routier de 16 km	ROUTE	SHUKU	habitants de la route Kindu-Lomami	COGE	57 882,50	en cours
réhabilitation tronçon routier de 10 km	ROUTE	SHUKU	habitants de la route Kindu-Lomami	COGE	55 159,00	en cours
reconstruction école primaire (6classes, bureau, latrines)	EDUC	SHUKU	EP Shuku	ATCY	51 340,00	en cours
réhabilitation du bac Kasuku	ROUTE	SHUKU	habitants de la route Kindu-Lomami	Office des routes	22 621,50	en cours
Extension marché Commune Alunguli	AGR	Alunguli	commune Alunguli	JAMIR	17 030,00	en cours
Construction marché Commune Mikelenge	AGR	Mikelenge	commune Mikelenge	SOS-MANIEMA	16 970,00	en cours

ANNEXE 5. Equipements

5.1. BUREAU DE KISANGANI

Type d'équipement	Coût		Date de délivrance		Remarques	
	Budget	Réel	Prévue	Réelle		
Pour le projet AICB KIS						
1 LAND CRUISER TOYOTA	28 000 Eur		01 04 04	02 06 04		
1 PICK UP TOYOTA	28 000 Eur		01 04 04	02 06 04		
1 Moto Suzuki 125	3 500 Eur		01 04 04	02 06 04		
1 Photocopieur Canon	2 500 Eur		01 04 04	02 06 04		
5 ordinateurs	8750 Eur pour le kit		01 04 04	02 06 04	Nous ne disposons pas des factures et nous ne connaissons pas la valeur pour l'ensemble de ces équipements puisque l'essentiel a été acheté à Kinshasa	
3 imprimantes						
1 scanner						
5 onduleurs						
1 appareil photo numérique	dans divers		01 04 04			
1 téléphone Iridium et 3 téléphones portables	2 000 Eur		01 04 04			
1 groupe électrogène	8 500 Eur		01 04 04			
1 antenne VSAT Internet et matériel	1200 Eur		01 05 04			
pour la division plan						
1 kit informatique	3 500 Eur		01 04 04	02 06 04		
1 mot Suzuki 125	3 500 Eur		01 04 04	02 06 04		



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



5.2. BUREAU DE BUNIA

Type d'équipement	Coût		Date de délivrance		Remarques
	Budget	Réel	Prévue	Réelle	
<u>Pour le projet AICB KIS</u>					
1 LAND CRUISER TOYOTA	28 000 Eur	voir Kin	01/02/05	23/02/05	
1 Moto Suzuki 125	3 500 Eur	voir Kin	01/02/05	18/04/05	
1 Photocopieur Canon	2 500 Eur	voir kin	01/02/05	25/02/05	
3 ordinateurs	8750 Eur pour le kit	voir Kin	01/02/05	25/02/05	Nous ne disposons pas des factures et nous ne connaissons pas la valeur pour l'ensemble de ces équipements puisque l'essentiel a été acheté à Kinshasa
3 imprimantes					
1 scanner					
3 onduleurs					
1 appareil photo numérique	non prévu	220 usd			
1 téléphone Iridium et 1 téléphones portables	2 000 Eur	voir Kin			
1 groupe électrogène	8 500 Eur	voir Kin			
1 antenne VSAT Internet et matériel	1200 Eur				

5.3. Bureau de KINDU

INVENTAIRE - MATERIEL DU PROJET AICB/ COORDINATION REGIONALE DE KINDU			
N°	DESIGNATION	QTE	OBSERVATION
	ENGIN ELECTRIQUE		
	Groupe électrogène LISTER	1	
	ENGIN ROULANT		
	Motos SUZUKI	6	
	TOYOTA HILUX	1	
	MATERIELS INFORMATIQUES		
	Ecran XCESS ordinateur	2	
	Ecran BELINEA ordinateur	2	en panne
	Ecran BELINEA ordinateur	1	
	Ecran VIBRANT ordinateur	1	
	Unité Centrale ACER ordinateur	3	2 en panne
	Unité Centrale MSI ordinateur	1	
	Clavier CHERRY	1	
	Clavier MITSUMI	3	
	Souris ACER	3	
	Souris (sans marque)	1	
	Ordinateur portable TOSHIBA SATELLITE PRO	1	
	Baffle haut parleur PHILIPS	8	
	Imprimante HP DESKJET 3650	2	
	Imprimante HP DESKJET 5150	1	
	Scanneur SCAN LIDE	1	
	Onduleur MGE UPS SYSTEMS	3	2 en panne
	Ventilateur	2	
	Photocopieuse CANON IR 1600	1	réparé
	Photocopieuse CANON NP 6012	1	en panne
	MATERIELS ELECTRIQUES		
	Rallonge	10	
	Stabilisateur COSMO	1	
	Stabilisateur PG2K	1	
	Frigo électrique UGUR	1	
	Frigo à pétrole	1	



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



APPAREILS CELLULAIRES		
Téléphone satellitaire (iridium)	1	
Appareil photo numérique CANON	1	
GPS	1	
MATERIEL INTERNET		
LNB	1	
SERVEUR	1	
CABLE COAXIAL	1	
MODEM VSAT	1	
ANTENNE PARABOLIQUE	1	
MATERIELS REMIS A LA DIVISION DU PLAN		
Motos SUZUKI	1	
Encrant BELINEA ordinateur	1	
Unité Centrale ACER ordinateur	1	en panne
Clavier MITSUMI	1	
Souris ACER	1	
Baffle haut parleur PHILIPS	1	
Imprimante HP DESKJET 3650	1	en panne
Onduleur MGE UPS SYSTEMS	1	
Photocopieuse CANON IR 1600	1	En panne

5.4. Bureau de BUKAVU

Catégorie	N° Investis.	IMMOBILISATION			N° de série
		N°	Q	Description	
UNITE CENTRALE	DEL00001	1	5	Unité centrale Acer Veriton 3600G	00045-466-400-756
				Unité centrale Acer Veriton 3600G	00045-478-026-559
				Unité centrale Acer Veriton 3600G	00045-478-026-546
				Unité centrale Acer Veriton 3600G	00045-466-400-758
				Unité centrale MSI Philips P4	CNE P4 216H2/02/04/04
ECRAN	DEL00002	2	5	Ecran Belnea 103026 (121713)	AA1217130403AL12201152
				Ecran Belnea 103026 (121713)	AA1217130403AL12201146
				Ecran Belnea 103026 (121713)	AA1217130403AL12201148
				Ecran Belnea 103026 (121713)	AA1217130407AN13200346
				Ecran Vibrant TF3 3AB England	40 A 2038-687-20C NA
CLAVIER	DEL00003	3	5	Clavier MITSUMI FCCID:IZITK-105M	S/n° 031263054
				Clavier MITSUMI FCCID:IZITK-105M	S/n° 031263058
				Clavier MITSUMI FCCID:IZITK-105M	S/n° 031263059
				Clavier MITSUMI FCCID:IZITK-105M	S/n° 031263051
				Clavier Cherry RS 6000 M	G 0125 439 4 P 13 2 II
SOURIS	DEL00004	4	5	Souris ACER	N° de série LZE21450466
				Souris ACER	N° de série LZE21450336
				Souris ACER	N° de série LZE21450328
				Souris ACER	N° de série LZE21450445



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



				Souris M K-303 PS00A /China	N° de série 602040423663
BAFFLE	DEL00005	5	8	2 baffles Philips n°MMS121/00	JZ0103511582
				2 baffles Philips n°MMS121/00	JZ0103511596
				2 baffles Philips n°MMS121/00	JZ0103511580
				2 baffles Philips n°MMS121/00	JZ0103511584
			2	2 Baffles Mustek DM 160	N°434116658
IMPRIMANTE	DEL00006	6	3	Imprimante HP Deskjet 3650	N/S TH 3 C 6151 B9
				Imprimante HP Deskjet 3651	N/S TH 3 C 6151 BS
			1	Imprimante HP Deskjet 3820	
SCANNEUR	DEL00007	7	1	Canon LIDE50 n° F916900	n°UZA 093237
MULTIPRISES	DEL00008	8	2	Pulzar CL5	
ONDULEUR	DEL00009	9	4	Ellipse 800	
				Ellipse 800	
				Ellipse 800	
				Power Mustek 600VA Plus	434116658
			6	Onduleur	Budget 1000VA
			6	Stabilisateur	Power plus
GENERATEUR			1	Lister Petter 751- 18100	AA1217130403AL12201152
Matériels VSAT			1	Antenne VSAT et accessoires	
PHOTOCOPIEUSE			1	Canon IR 1600FB6-1979	BUJJ42221 / FIM6076010
					Code : 7157A003 (BA)
APPAREIL			1	Appareil photo digital/S/N CAA4103256	Cyber PixS-550V
FRIGO			1	Frigot ZEC Japan	ZR - 140FC
Mobilier	DEL00348	1	1	Coffre-fort CAMEL	
		2	6	Chaise	
		3	7	Etagères	
		4	1	Table ordinaire	
		5	6	Table bureau	
Téléphonie	DEL00293	1	2	Nokia 3310	IMEI:352508009608148
					IMEI:352508009610847
		2	1	Iridium Satellite Modèle 9505	IMEI:300003000910930



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa



				carte SIM 89881 69312 00151 2940	
			6	Nokia 3310	
Mat. Roulant	DEL00302	1	1	Toyota Hilux Diesel 003 IT 091	JTFDE626-300118686
		2	1	Moto Suzuki TF 125	
		3	1	Jeep Land cruiser 003it075	
CAFE	DEL0001	1	1	Cafetier HIT Company	TYP. KA1110
VERRE	DEL0002	2	15	Sans marque	Couleur blanche
TASSE	DEL0003	3	24	Sans marque	Multicolore & chocolat
PLATEAU	DEL0004	4	5	Sans marque	Beige
SCEAU	DEL0005	5	2	Plastic	Rouge
BASSIN	DEL0006	6	1	Bassin plastic	Rouge
SUCRIER	DEL0007	7	3	Sucrier en porcelaine	Blanche
CUILLEREE	DEL0008	9	16	Sans marque	
THERMOS	DEL0009	10	5	Thermos	
Calculatrice	DEL0001	1	4	Calculatrice Porpo	12 chiffres
Classeur à levier		2	100	Plastic	
Perforateur		3	3	Grand format	
Agrafeuse		4	2	Petit format	
Poubelle		5	4	Plastic	Verte, mauve et bleu
Cachet AICB		6	3	Informatisé	

ANNEXE 6. Interventions des Bailleurs de fonds

Interventions d'autres bailleurs de fonds sur la même prestation ou dans des projets contribuant à un même objectif spécifique.

Bailleurs de fonds intervenant dans la même prestation				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
BANQUE MONDIALE	Volet MODRU de l'UCOPS, Unité de coordination du projet de Réunification Economique et Sociale	30 millions USD pour 12 villes dont Kisangani. budget de Kisangani non connu	semblable à celui de l' AICB	interventions peu visibles pour l'instant sur la ville de Kisangani.
BANQUE MONDIALE	Projet UNOPS de renforcement des stratégies communautaires à l'est	non connu	exactement la même chose qu' l' AICB	
NATIONS UNIES	projet UNICEF	non connu	Certains volets proches ou complémentaires eau et assainissement	
USAID	SECA		contribué à stabilisé les zones affectées par le conflit	
BANQUE MONDIALE	PNUD		identique à celui du projet AICB	

Bailleurs de fonds intervenant dans la même prestation				
Bailleurs de fonds	Nom de	Budget	Principaux objectifs	Commentaires

	l'intervention			
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)	Construction des écoles, ponts et passerelles	non connu	semblable à celui de l' AICB	Intervention de faible impact et peu visible dans la ville de Bunia.
PREMIERE URGENCE	Construction des écoles et Centres de santé	non connu	semblable à celui de l' AICB	L'intervention se limite sur l'axe Komanda-Beni et komanda-Mambasa. Les constructions sont en semi-durable.
UNICEF	Construction UNICEF des latrines et bâtiments scolaires	non connu	semblable à celui de l' AICB	Intervention seulement dans le cadre des urgences. Construction des écoles en bache sur les axes sinistrés
SOLIDARITES	Construction des puits d'eau et captage des sources	non connu	semblable à celui de l' AICB	Intervention en dehors de la ville de Bunia
COOPI (ONG Italien)	Construction des bâtiments et latrines scolaires	non connu	semblable à celui de l' AICB	Interventions dans la ville et en dehors, mais peu visible.